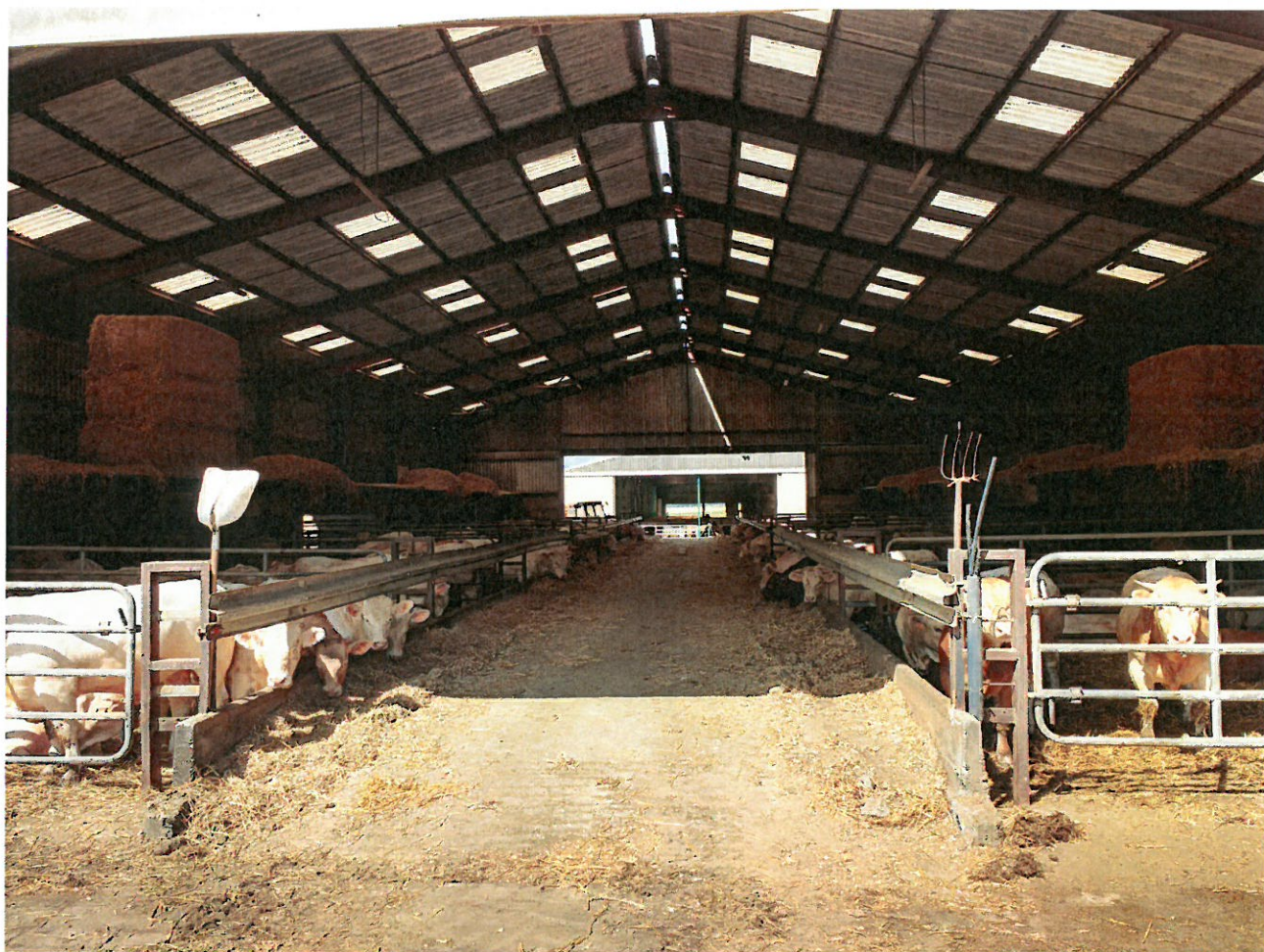


DEMANDE D'ENREGISTREMENT

EARL DES BOVINS
40, Hameau de Haute-Visée
80600 DOULLENS



Extension d'un atelier de bovins à l'engraissement

Dossier suivi par Mireille SAINGIER et Simon VAN DER MEULEN

juillet 2018



**EARL DES BOVINS
40,
Hameau de Haute Visée
80600 DOULENS**

**PRÉFECTURE DE LA SOMME
Service Urbanisme Environnement
51, rue de la République
80020 AMIENS CEDEX 1**

Doullens, le 1 novembre 2017

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de solliciter une demande d'enregistrement pour l'exploitation d'un atelier de :

➤ 800 bovins à l'engraissement,

au titre de la rubrique **2101-1** de la nomenclature des Installations Classées pour la protection de la l'Environnement sur la commune de :

- Doullens, hameau de Haute-Visée sur les parcelles cadastrées, section ZP 2, 56, 57.

L'exploitation est connue de vos services pour un effectif de 399 bovins à l'engraissement sous l'identité de l'EARL VIVIER depuis 2009. Une déclaration de changement d'exploitant est jointe au dossier d'enregistrement.

Le projet de développement est prévu à plus de 100 mètres des tiers. Toutefois, les installations existantes sont partiellement à moins de 100 mètres des habitations de tiers, je sollicite une demande de dérogation aux distances pour les anciens bâtiments, bénéficiant de l'antériorité sous le régime de la déclaration.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Le gérant,

Vincent VIVIER



Doullens, le 1/11/2017

EARL des BOVINS
40, route Nationale
Haute-Visée
80600 DOULLENS

Préfecture de la Somme
Service des Installations Classées
Chef du Bureau Environnement
51, rue de la République
80020 AMIENS CEDEX 9

Réf. : MS/171101LTMSVIVIER
Objet : Demande de dérogation

Monsieur le Préfet,

Dans la demande d'enregistrement, que je vous dépose, il est demandé la fourniture d'un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200^{ème} au minimum. Pour des raisons de format de papier, il nous est difficile de fournir cette échelle, ne disposant pas de matériel adéquat, garant de qualité. Toutefois, nous fournissons des plans au 1/~~1000~~^{ème} et au 1/~~1000~~^{ème} indiquant les dispositions projetées décrites à l'article R512-46-4 du code de l'environnement.

Par la présente, je vous demande de déroger à cette échelle de 1/200^{ème}.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le gérant

Vincent VIVIER



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 6 novembre 2017

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	832 973 564 R.C.S. Amiens
<i>Date d'immatriculation</i>	02/11/2017
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	DES BOVINS
<i>Forme juridique</i>	Exploitation agricole à responsabilité limitée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	40 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	40 Hameau De Haute Visée 80600 Doullens
<i>Activités principales</i>	Activités agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 02/11/2116

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	VIVIER Vincent André Joseph
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 15/01/1986 à Doullens (80)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	40 Hameau De Haute Visée 80600 Doullens

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	40 Hameau De Haute Visée 80600 Doullens
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Activités agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
<i>Date de commencement d'activité</i>	23/10/2017
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n°13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>);
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1. Dans certains cas, les travaux ne peuvent pas être commencés avant la délivrance du permis et doivent être autorisés. C'est le cas des travaux de construction d'un logement, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° 030253 17Pcc20
déposée à la mairie le : 24 11 2017
par : Hervé Vivier

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



² Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Sommaire

1	Demande d'enregistrement.....	3
1.1	<i>identité du demandeur.....</i>	3
1.2	<i>localisation de l'installation.....</i>	4
1.2.1	Les bâtiments d'élevage et leurs annexes	4
1.2.2	Les parcelles du plan d'épandage (de secours)	5
1.3	<i>description du projet.....</i>	6
1.3.1	Historique de l'EARL VIVIER.....	6
1.3.2	Tableau récapitulatif : situation actuelle et situation projetée	6
1.3.3	Description du projet	7
1.3.4	Nature et volume des activités	7
1.3.5	Rubriques de la nomenclature concernée.....	8
	<i>mesures compensatoires.....</i>	9
1.3.6	Maintien des effectifs dans les unités inférieures à 100 mètres des tiers	9
1.3.7	Réduction des nuisances olfactives	9
1.3.8	Réduction des nuisances auditives	9
1.3.9	Insertion dans le paysage et préservation de la biodiversité.....	9
1.3.10	Protection des eaux souterraines	9
2	Pièces annexes à la demande d'enregistrement.....	10
2.1	<i>cartographie</i>	10
2.1.1	Carte de localisation de l'installation projetée au 1/25000 ^{ème}	10
2.1.2	Plans à l'échelle de 1/2500 ^{ème}	10
2.1.3	Plans d'ensemble à l'échelle de 1/1000 ^{ème}	10
2.2	<i>compatibilité du projet avec l'affectation des sols prévu par le document d'urbanisme de la commune.....</i>	10
2.2.1	Document d'urbanisme présent sur la commune	10
2.2.2	Compatibilité du projet avec le plan d'occupation des sols de DOULLENS.....	11
2.3	<i>cas d'une implantation sur un nouveau site.....</i>	12
2.4	<i>évaluation des incidences Natura 2000</i>	12
2.5	<i>compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes existants : SDAGE et SAGE.....</i>	13
2.5.1	SDAGE ou Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.....	13
2.5.2	Compatibilité du projet avec les dispositions du SDAGE, Artois Picardie	15
2.5.3	SAGE du secteur d'étude : SAGE Authie	17
2.5.4	Compatibilité du projet avec le SAGE Authie	17
2.5.5	Plans déchets et compatibilité du projet	17
2.5.6	Schéma des carrières de la Somme et compatibilité du projet	19
2.5.8	Programme d'action National (PAN) et programme d'action régional (PAR) et compatibilité avec le projet.....	21
2.6	<i>capacités techniques et financières de l'exploitant.....</i>	24
2.6.1	Capacités techniques	24
2.6.2	Capacités financières	24
3	Justification du respect des prescriptions générales applicables à l'exploitation	25
3.1	<i>détermination des activités classées (article 1).....</i>	25

3.2	<i>implantation de l'exploitation et de son projet (article 5)</i>	25
3.3	<i>intégration dans le paysage et mesures prévues pour la propreté des installations (articles 6 et 10)</i>	26
3.3.1	Intégration dans le paysage : Article 6	26
3.3.2	Propreté de l'installation : Article 10	28
3.4	<i>préservation de la biodiversité végétale et animale (article 7)</i>	28
3.5	<i>dispositions constructives</i>	29
3.5.1	Aménagement (article 11)	29
3.5.2	Accessibilité pour les moyens de secours (article 12)	30
3.5.3	Moyens de lutte contre l'incendie (article 13)	30
3.6	<i>Installations électriques (article 14)</i>	32
3.7	<i>Locaux à risque et Disposition de rétention (articles 8 et 15)</i>	32
3.8	<i>Emissions dans l'eau et dans le sol (article 16)</i>	33
3.9	<i>prélèvements et consommation d'eau (articles 17, 18, 19)</i>	35
3.10	<i>gestion du pâturage et des parcours extérieurs (article 22)</i>	35
3.11	<i>collecte et stockage des effluents (article 23)</i>	35
3.12	<i>rejets des eaux pluviales (article 24)</i>	36
3.13	<i>protection des eaux souterraines (article 25)</i>	36
3.14	<i>GESTION DES EFFLUENTS (articles 26 à 30)</i>	38
3.14.1	Etape 1 : évaluation de la production d'effluents : le type d'effluents, les quantités et qualités.	38
3.14.2	Etape 2 : Détermination des surfaces d'épandage.	39
3.14.3	Etape 3 : Evaluation des quantités de déjections pouvant être épandues sur la SAU.	42
3.14.4	Gestion des déjections non épandu : normalisation	44
3.15	<i>émissions dans l'air (article 31)</i>	49
3.16	<i>mesures prises pour limiter le bruit (article 32)</i>	50
3.17	<i>déchets et sous-produits animaux (articles 33 à 35)</i>	51
3.18	<i>autosurveillance (article 36 à 39)</i>	53



1 Demande d'enregistrement

1.1 IDENTITE DU DEMANDEUR

EARL DES BOVINS	
Noms	VIVIER
Prénoms des gérants	Vincent
Adresse complète	40, Hameau de Haute-Visée, 80600 Doullens
Statut juridique	EARL ou Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
N ° SIRET	832 973 564 000 12
N ° Cheptel EARL	80 253 130
Siège social	40, Hameau de Haute-Visée, 80600 Doullens
Téléphone	03 22 32 43 23
Mail	earl-vivier@wanadoo.fr

L'EARL DES BOVINS est nouvellement constituée, son siège social est au 40, hameau de Haute-Visée. Elle ne concernera que l'activité des bovins à l'engraissement. Cette nouvelle société reprend la partie élevage de l'EARL VIVIER, connue au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour l'exploitation de bovins à l'engraissement depuis 2003. Actuellement l'atelier compte une capacité de 399 animaux et le projet d'agrandissement de l'exploitation portera l'effectif à 800 bovins à l'engraissement au total.

Le gérant est Monsieur VIVIER Vincent.

Etude réalisée par :
Mireille SAINGIER
Chambre d'Agriculture de la Somme
Pôle appui aux entreprises, productions animales
19 bis, rue Alexandre Dumas
80 096 AMIENS CEDEX 3

Tel : 03 22 33 69 93 – mail : m.monflier@somme.chambagri.fr

1.2 LOCALISATION DE L'INSTALLATION

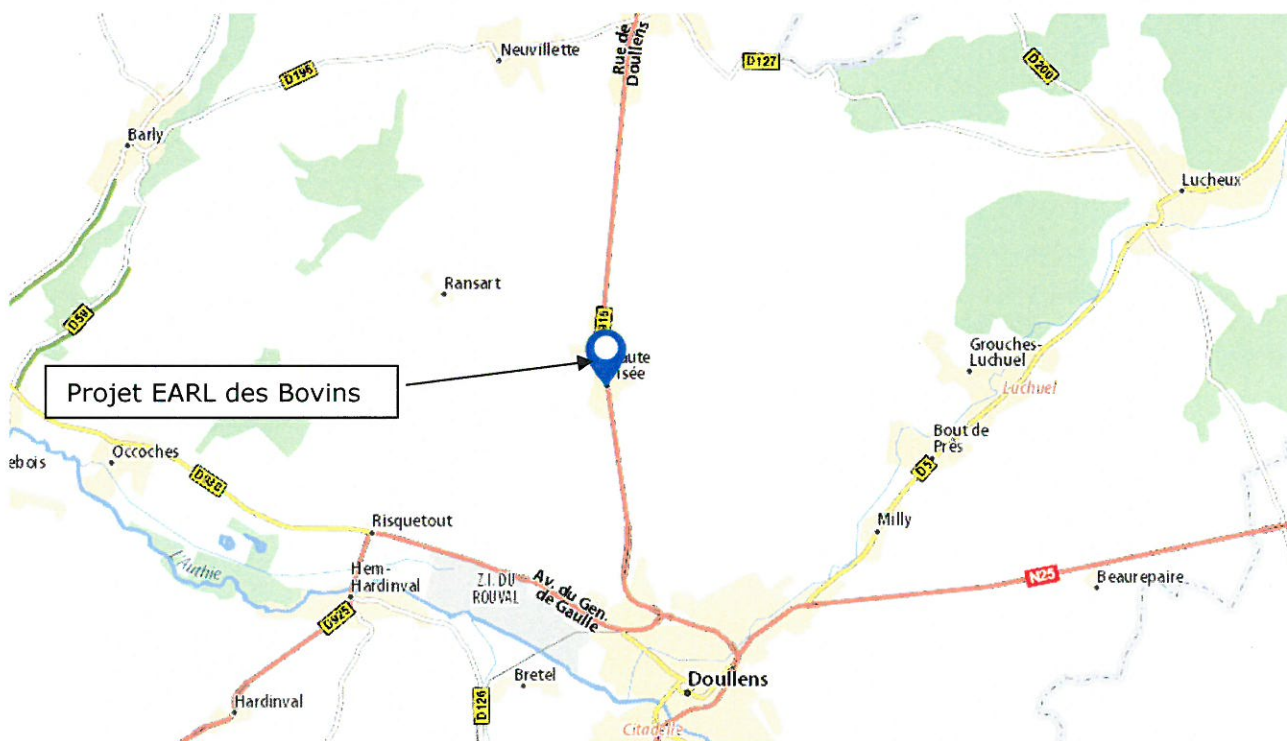
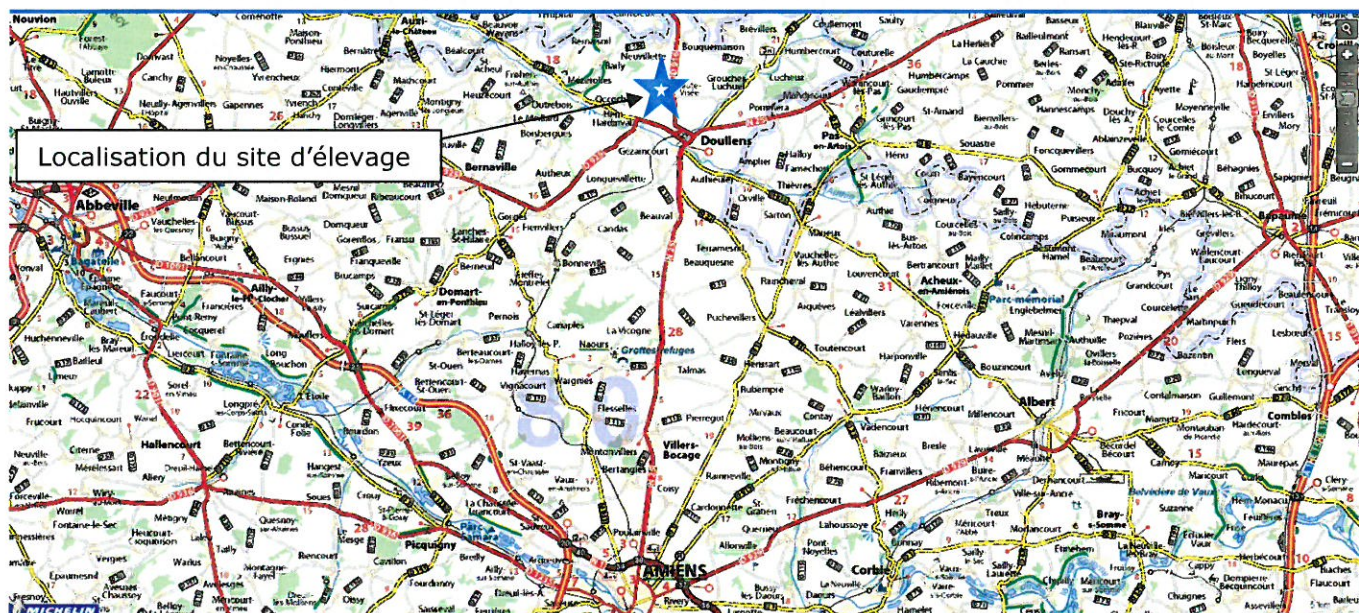
1.2.1 Les bâtiments d'élevage et leurs annexes

Le siège de l'exploitation est localisé 40, hameau de Haute-Visée sur la commune de DOULLENS. Le hameau de Haute-Visée est au nord de Doullens à environ 4 km par la route départementale 916. La commune de Doullens est située au Nord du département de la Somme non loin du département du Pas-de-Calais, elle est à 30 km d'Amiens par la route nationale 25 (Figure 1)

Région naturelle : Plateau Picard Nord

Canton : Doullens

Figure 1 : localisation géographique du secteur d'étude



Les communes voisines de DOULLENS sont HEM-HARDINVAL, OCCOCHES, BARLY, NEUVILLETTE, BOUQUEMAISON GROUCHES-LUCHUEL, BEAUVAL, GEZAINCOURT, TERRAMESNIL, AUTHIEULE, et HALLOY (62). Les communes les plus proches du site d'élevage sont Grouches-Luchuel, Occoches, Bouquemaïson.

L'EARL des Bovins dispose d'un seul site d'élevage sur le hameau de Haute-Visée, au nord de Doullens.

Les bâtiments d'élevage sont situés à l'ouest du hameau, le long de la voie communale n°6 reliant Barly à Haute-Visée. Cette voie s'intersecte à la départementale D916 reliant Doullens à Frévent (62). Le site d'exploitation se situe sur les parcelles cadastrées section ZP 2, 56, 57. Sur le site on trouve le logement des bovins à l'engraissement, le stockage des aliments, le stockage de paille ainsi que des installations liées à un atelier de pommes de terre de consommation.

Dans le cadre du projet de développement, il est prévu la création d'un nouveau bâtiment pour loger 264 bovins à l'engraissement. Dans les unités existantes, il est prévu le réaménagement du stockage de paille pour loger 120 bovins à l'engraissement. De fait, il est nécessaire de créer un nouvel hangar pour le stockage de paille soit 1211,5575 m² (25,11 x 48,25). Compte tenu de l'évolution des effectifs, il faut créer trois nouveaux silos pour le stockage des pulpes surpressées, ainsi qu'un bâtiment pour le stockage de l'aliment en vrac.

N° de site	Section et n° de parcelle, après projet	Adresse	Logement des animaux	Stockage de fourrage, aliments, paille,
Siège	ZP 2, 56, 57	40, Hameau de Haute-Visée, 80600 Doullens	X	X

1.2.2 Les parcelles du plan d'épandage (de secours)

L'EARL des Bovins ne dispose pas de surface agricole utile. Elle prévoit de normaliser les fumiers issus de l'activité d'engraissement. Toutefois, elle fera appel à l'EARL VIVIER et à l'EARL DERBAUDRENGHIEN pour disposer de terres d'épandage de secours, dans l'hypothèse où, les fumiers momentanément ne soient pas conformes à la norme.

Ces deux structures mettront la totalité de leur surface agricole utile soit 100,20 ha et 82 ha, pour le plan d'épandage de secours. L'ensemble de ces surfaces se trouve sur différentes communes avoisinant Doullens.

Le tableau suivant présente la répartition des îlots sur les différentes communes, pour chaque exploitation prêteuse de terres :

Exploitations	EARL VIVIER		EARL DERBAUDRENGHIEN		Total ha par commune
Communes	Ilots	Surface (ha)	Ilots	Surface (ha)	
Doullens	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9,	50.86, dont 0.5 ha emprise du projet	1, 2, 3, 5, 7, 8, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 22	75.56	126.42
Bouquemaïson	10, 13, 12	9.25	10	2.06	11.31
Neuvillette	14, 15, 16	32.71			32.71
Barly	17, 18	4.23			4.23
Canteleux	19	3.15			3.15
Grouches-Luchuel			4	2.17	2.17
Occoches			18	2.21	2.21
		100.20		82	182.20

L'ensemble des surfaces est situé à moins de 5 km à la ronde autour du site d'exploitation de Haute-Visée

Une carte de localisation du plan d'épandage et du site d'élevage, à l'échelle 1/25000^{ème}, est jointe en annexe 2.



1.3 DESCRIPTION DU PROJET

1.3.1 Historique de l'EARL VIVIER

En 1983, les parents André et Anne VIVIER se sont installés sur l'exploitation située au 40, Hameau de Haute-Visée, commune de DOULLENS, avec un total de 40 génisses. En 2004 les gérants réfléchissent à installer un de leurs fils et augmentent le troupeau pour arriver à 190 bovins à l'engraissement. En 2009 l'EARL VIVIER avec Vincent VIVIER récemment installé sur l'exploitation décident d'augmenter le nombre d'animaux de 209 taurillons pour un total de 399 animaux. Le dossier de déclaration fait état de 399 bovins à l'engraissement ainsi que la création de 3 silos extérieurs pour le stockage des aliments. Le récépissé est joint en annexe 3.

Ainsi avant le projet d'agrandissement à 800 bovins à l'engraissement on peut dénombrer 3 entités de logement pour 399 bovins à l'engraissement et 3 silos extérieurs pour les pulpes surpressées et le maïs ensilage. L'ensemble des bâtiments de logement sont en aire paillée intégrale, ils produisent des fumiers pailleux très compacts. Les bâtiments les plus anciens sont à moins de 100 m des tiers, cependant ils bénéficient de droit acquis : le « bénéfice de l'antériorité » de par la déclaration d'existence réalisée en mai 2003, cf. annexe 3.

1.3.2 Tableau récapitulatif : situation actuelle et situation projetée

La photographie actuelle des bâtiments de l'exploitation est décrite dans le tableau suivant. On dénombre 3 bâtiments à destination de l'atelier d'engraissement ainsi que 3 silos, et une partie d'un bâtiment pour le stockage de paille, pour la situation existante. Le tableau ci-dessous nous présente les différentes unités d'élevage. Avec le projet, un nouveau bâtiment est prévu pour le logement des animaux et un nouvel hangar à paille, ainsi que 3 silos pour le stockage des pulpes surpressées.

Déclaration antérieure 2009, EARL VIVIER = situation actuelle		Situation projet, EARL des BOVINS		Commentaires
B1 : API Quarantaine	20 places/ 1 BV0	B1 : API Quarantaine	20 places/ 20 BV0	} Bénéfice de l'antériorité de 2003, bâtiments situés à moins de 100 mètres des tiers : demande d'aménagement des prescriptions.
B2 : API	182 places/ 82 BV1, 100 BV0	B2 : API	182 places/ 182 BV0	
B31 : API	216 places/ 216 BV1	B31 : API	216 places/ 216 BV1	Bâtiment existant à plus de 100 mètres des tiers, augmentation du nombre de places
B32 : paille	5850 m ³	B32 : API	118 places/ 118 BV1	Bâtiment existant, changement d'affectation, situé à plus de 100 mètres des tiers.
		B4 : API	264 places/ 264 BV1	Nouvelle unité dans le cadre du projet située à plus de 100 mètres des tiers
Silos : maïs et pulpes surpressées	1180 m ²	Silos : maïs et pulpes surpressées	1180 m ²	Partiellement à moins de 100 mètres des tiers : demande d'aménagement des prescriptions
		Silos : pulpes surpressées	1500 m ²	Nouvelles unités dans le cadre du projet situées à plus de 100 mètres des tiers
		Hangar paille	9450 m ³	
		Stockage aliments en vrac	120 m ² , soit 200 m ³	Nouvelle unité dans le cadre du projet, situé à moins de 100 mètres des tiers, demande d'aménagement des prescriptions techniques

BV0 : Bovin viande 6 – 12 mois API : Aire paillée intégrale

BV1 – 500 : Bovin viande 1 – 2 ans 500 kg

Des extraits de plan cadastral, au 1 / 1000^{ème}, au 1 / 2500^{ème} en annexes 4 et 5, nous permettent d'identifier ces unités. Sur ces mêmes plans, sont repérés les locaux habituellement occupés par des tiers, les périmètres de 100 mètres augmentés de 100 mètres, et de 35 mètres, autour des installations.



1.3.3 Description du projet

Le projet est d'augmenter le nombre de bovins à l'engraissement présents sur l'exploitation de 399 à 800 places. Cette augmentation passe par la construction d'un nouveau bâtiment B4, et la réaffectation d'une partie de B3.

Les unités B1 et B2 ne seront pas modifiées, maintien du nombre de places. B1 est un local de quarantaine d'une vingtaine de places, il sera maintenu comme tel. L'unité B2 qui accueille actuellement des bovins de moins d'un an et des bovins de plus d'un an, n'accueillera plus que des **bovins de moins d'un an, pour un nombre de places égal à 182**, répartis sur 14 parcs (7 travées de 6ml de large sur 25 ml de long, avec couloir d'alimentation central).

Ces unités sont situées à moins de 100 ml des tiers, elles bénéficient de l'antériorité des dernières déclarations de 2003 et 2009. Dans le cadre du dossier d'enregistrement, il est demandé un aménagement des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel pour maintenir ces unités en activité avec le projet de développement.

L'unité B3 actuellement est divisée en deux unités :

- B31, 9 travées de 6 ml de large sur 32,5 ml de long, avec couloir d'alimentation central, pour accueillir des taurillons à raison de 12 taurillons par parcs soit $9 \times 2 \text{ parcs} \times 12 \text{ taurillons} = 216 \text{ taurillons}$
- B32, 5 travées de 6 ml de large sur 32,5 ml de long, de stockage de paille, soit 5850 m³

Cette dernière unité B32 sera aménagée en parcs pour le logement de bovins à l'engraissement de plus d'un an, à raison de 11 à 12 taurillons par parcs soit 118 taurillons de plus d'un an. L'unité B31 maintiendra un nombre de bovins par parc à 12 têtes soit $9 \text{ travées} \times 2 \text{ parcs} \times 12 \text{ taurillons} = 216 \text{ taurillons}$. Au total B3 comptera 216 et 118 taurillons soit **334 taurillons de plus d'un an**.

Les silos existants, pour le stockage de maïs ensilage et de pulpes surpressées, seront maintenus. Leur superficie est de 1140 m². Ces silos sont partiellement à moins de 100 ml des tiers, il est demandé un aménagement des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel d'enregistrement.

Une nouvelle unité sera créée B4, elle sera constituée de 11 travées de 6 ml de large par 30 ml de long à raison de 2 parcs par travée de part et d'autre du couloir d'alimentation. Chaque parc renfermera 12 taurillons, soit $11 \text{ travées} \times 2 \text{ parcs} \times 12 \text{ têtes} = \mathbf{264 \text{ taurillons de plus d'un an}}$.

Pour pallier le stockage de l'aliment grossier, 3 nouveaux silos seront créés pour recevoir environ 3000 tonnes de pulpes surpressées.

D'autre part, le stockage de paille actuellement en B32 disparaît au profit du logement de taurillons. Un nouveau bâtiment de 48,25 ml x 25,11 ml sera construit à plus de 20 ml des unités d'élevage. Ce bâtiment permettra de stocker 9500 m³ de paille.

Une nouvelle unité de 120 m² sera créée pour stocker des aliments en vrac, cette annexe est située à moins de 100 mètres des tiers et de la zone urbanisée.

En ce qui concerne le nouveau bâtiment de logement, les nouveaux silos et le hangar à paille, ils seront à plus de 100 mètres de toute activité de tiers.

1.3.4 Nature et volume des activités

Actuellement l'exploitation des bovins à l'engraissement est connue sous l'identité de l'EARL VIVIER pour 399 têtes. Pour le projet de développement, une société est créée, spécifique à l'atelier d'engraissement appelée l'EARL des BOVINS.

Une demande de changement d'exploitant a été transmise à la Préfecture de la Somme, depuis l'EARL VIVIER au bénéfice de l'EARL des BOVINS. Une déclaration de dépôt est jointe en annexe 3

Le projet de l'EARL des BOVINS est de porter l'effectif à 800 bovins à l'engraissement, effectif soumis au régime de l'enregistrement.



1.3.5 Rubriques de la nomenclature concernée

Selon la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), le projet de développement de l'atelier de Bovins à l'engraissement de l'EARL des BOVINS dépend de la rubrique 2101-1.

2101-1: élevage de bovins à l'engraissement.

A – 1 km	Plus de 800 animaux	
E	De 401 à 800 animaux	✓
D	De 50 à 400 animaux	

Régime de l'ENREGISTREMENT (E) Arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté est modifié par l'arrêté du 7/12/2016, portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 à compter du 7 Décembre 2016.

Annexe 1 - Arrêté du 27/12/2013 consolidé – prescriptions générales pour les élevages soumis à ENREGISTREMENT.

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées ci-dessous.

Rubriques ICPE	Libellé de la nomenclature ICPE	Capacité totale ou volume des activités	Régime
Atelier détenant des bovins			
2101-1	Elevage de bovins à l'engraissement	800 bovins à l'engrais	Enregistrement
1530	Dépôt de matériaux analogues au papier – carton : paille	9500 m ³	Déclaration (Volume < compris entre 1000 m ³ et 20 000 m ³)
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales	200 m ³	NC, volume de stockage < à 5000 m ³
2170	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques	3498 tonnes	Déclaration (> à 1 tonne et < à 10 tonnes / jour)
4331	Stockage de carburant	5 tonnes	Non classé (< à 50 T)
2175	Stockage d'azote liquide	30 m ³	Non classé (< à 100 m ³)
Rubriques IOTA			
1110	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	4614 m ³	Déclaration (1000 à 10000 m ³ /an)
1120	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé.	4614 m ³	Non classé (<10000 m ³ /an)



MESURES COMPENSATOIRES

1.3.6 Maintien des effectifs dans les unités inférieures à 100 mètres des tiers

Dans la situation actuelle, 45 % du cheptel (ou 182 taurillons) est logé à moins de 100 mètres des tiers. Dans le projet, cet effectif sera maintenu à l'identique dans les unités à moins de 100 mètres. Le projet d'accroissement d'effectif à savoir les 401 têtes de taurillons sera réalisé à plus de 100 mètres des tiers.

1.3.7 Réduction des nuisances olfactives

L'ensemble des bâtiments à moins de 100 mètres est exploité en aire paillée intégrale. La production de fumier permet de limiter le dégagement d'odeur, hormis lors de la manipulation des fumiers pour leur enlèvement. Ce travail intervient tous les 2 à 3 mois, soit 4 à 6 fois par an.

D'autre part, les unités en aire paillée sont bien ventilées, les bardages haut sont essentiellement réalisés avec du bardage à claire-voie, qui permet de renouveler l'aire des stabulations libres plusieurs fois par jour, ce qui limite fortement la concentration d'odeur liée à l'élevage de bovins.

L'activité sera développée à plus de 100 mètres avec le même mode de logement sur aire paillée intégrale. Les parois des bâtiments d'élevage seront réalisées avec les mêmes matériaux que les bâtiments existants. L'unité B4 sera équipée de filets modulables qui amélioreront la ventilation en période chaude estivale.

Le stockage des effluents est directement réalisé sous les animaux, sur la partie existante comme sur la partie projet. Aucun ouvrage de stockage spécifique ne sera construit.

1.3.8 Réduction des nuisances auditives

Les émissions de bruit sont essentiellement liées aux activités quotidiennes qui consistent en l'alimentation et le paillage. Ces activités sont réalisées pendant les heures de la journée.

L'alimentation a lieu pendant 2 heures par jour sur les bâtiments existants partiellement à moins de 100 mètres. Ce temps sera multiplié par 2 en maintenant le même matériel. L'évolution du matériel de distribution permettrait de nourrir 2 fois plus d'animaux dans les mêmes temps de pratique actuelle. M Vivier réfléchit à moyen terme à changer le matériel.

L'activité de paillage demande 1 heure par jour, à terme le temps sera doublé.

1.3.9 Insertion dans le paysage et préservation de la biodiversité

Le projet d'extension utilisera les mêmes matériaux et même couleurs que les bâtiments déjà existants.

Dans le cadre de la création de 2 nouveaux bâtiments (logement d'animaux et hangar à paille), aucune végétation ne sera détruite. Le volet paysager du dossier de permis de construire propose l'implantation de quelques essences locales entre les nouveaux silos et le chemin communal 6.

1.3.10 Protection des eaux souterraines

Sur le site, il existe un forage privé servant à l'alimentation en eau des bovins à l'engraissement. Ce forage se situe à 35 mètres des unités d'élevage et des annexes de l'élevage.

Les stockages de fuel et d'azote liquide sont à plus de 35 mètres, ces deux cuves disposent de bac de rétention.

Dans le périmètre des 35 m, on trouve le local des produits phytopharmaceutiques, un caisson de camion frigorifique. Ce local est étanche, fermé à clef. Chaque étagère est équipée de bac de rétention.

Pour assurer la protection du forage, il faut préciser que la tête de forage est surélevée par rapport au sol du stockage des produits phytosanitaires. Il n'y a aucun risque d'écoulement en direction du forage. Le forage est réalisé selon les règles de l'art, il respecte les prescriptions de l'arrêté du 11/09/2003. La tête de forage est couverte.

De façon générale, il n'y aura pas d'épandage ni de curage des fumiers les weekends et les jours fériés.

Le site n'a jamais fait l'objet de plaintes à ce jour.



2 Pièces annexes à la demande d'enregistrement

2.1 CARTOGRAPHIE

2.1.1 Carte de localisation de l'installation projetée au 1/25000^{ème}

Annexe 2

2.1.2 Plans à l'échelle de 1/2500^{ème}

Annexe 4

2.1.3 Plans d'ensemble à l'échelle de 1/1000^{ème}

Annexe 5

2.2 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC L'AFFECTATION DES SOLS PREVU PAR LE DOCUMENT D'URBANISME DE LA COMMUNE

2.2.1 Document d'urbanisme présent sur la commune

L'élevage est situé sur la commune de DOULLENS, hameau de Haute-Visée. La commune de DOULLENS dispose d'un Plan d'occupation des sols (POS). La carte de la zone concernée du POS est visible en annexe 6. Cela permet de voir la délimitation des zones urbanisable et agricole sur le lieu d'implantation de l'élevage. Ce document est amené à évoluer vers un Plan Local D'urbanisme Intercommunal ou PLUI. A ce jour, aucune étude n'est en cours, dans l'attente du PLUI, c'est le Plan d'Occupation des Sols ou POS qui s'applique sur la commune de DOULLENS.

Le Plan d'Occupation des Sols document qui fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols, dans le cadre des orientations des Schémas Directeurs avec lesquels ils doivent être compatibles. Il a plusieurs objectifs essentiels :

- Organiser les zones urbaines ou à urbaniser en prenant notamment en compte les besoins en matière d'habitat, d'emplois, de services et de transport,
- Protéger les zones naturelles, en raison notamment de la valeur agronomique des terres ou de l'existence de risques naturels prévisibles. Cet outil pour la planification du développement communal permet aux communes de préserver la localisation d'un équipement public en inscrivant un emplacement réservé. Il permet également de classer comme Espace Boisé Classé, les bois, forêts, parcs, haies, arbre isolé.

Il existe deux catégories de zones :

- Les zones urbaines dites U ou NB (POS de Doullens) dans lesquelles la capacité des équipements publics existants ou en cours de réalisation permet d'admettre immédiatement des constructions.
- Les zones naturelles dites N ou NC (POS de Doullens) équipées ou non et destinées notamment à l'agriculture, à l'urbanisation future, à la protection de sites et de paysages, etc.

Chaque zone du Plan d'Occupation des Sols a un chapitre réglementaire. Chaque règlement de zone comporte une structure unifiée, en trois sections et quinze articles :

- Section 1 : Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol : occupations admises ou interdites.
- Section 2 : Conditions de l'occupation du sol : accès et voirie, desserte par les réseaux, caractéristiques des terrains, implantation par rapport aux voies et emprises publiques, implantation par rapport aux limites séparatives, implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété, emprise au sol, hauteur maximum, aspect extérieur, stationnement, espaces libres et plantations.
- Section 3 : Possibilités maximales d'occupation du sol : coefficient d'occupation des sols, dépassement du COS.

Le document présentant les différentes zones autour de Haute-Visée et du projet se trouve en annexe 6.



Après consultation des services de la DDTM de la Somme, au sujet du POS de Doullens et particulièrement sur le hameau de Haute-Visée, le secteur NB bâti, est qualifié de zones naturelles. Ce secteur n'est pas considéré comme une zone urbaine. L'exigence d'implantation d'une ICPE à 100 mètres n'est pas applicable à l'EARL des Bovins.

2.2.2 Compatibilité du projet avec le plan d'occupation des sols de DOULLENS

Le projet de développement de l'atelier d'engraissement de l'EARL des BOVINS sur le hameau de HAUTE-VISEE prévoit la construction de nouveaux bâtiments et ouvrages de stockage d'aliments. Le projet est situé sur une zone NC du POS. Ce sont des zones naturelles protégées, à vocation agricole. Il est possible d'utiliser les sols pour une activité agricole.

Article NC 1 : Types d'occupation ou d'utilisation des sols admis :

- Les constructions liées à l'activité agricole. Sont concernés les bâtiments d'élevages.
- Les installations classées, sous réserve qu'elles s'implantent à une distance de 100 mètres d'une zone urbaine ou réservée à l'urbanisation future.

Il n'y a pas de règles de distances vis-à-vis du zonage NB, on peut rappeler les distances vis-à-vis des tiers

- Le nouveau bâtiment de logement pour les bovins à l'engraissement B4 est à 132 m ;
- Les nouveaux silos de pulpes sont à 135 m ;
- Le nouveau bâtiment paille est à 217 m ;
- Le stockage d'aliments est situé à 73 m, soit moins de 100 mètres, il est demandé un aménagement des prescriptions techniques.

Les autres articles sur la zone NC sont regroupés dans un tableau ci-dessous :

Dispositions applicables à la zone NC	Obligations	Mis en œuvre par l'exploitant
Article NC 3 : Accès et voirie	Avoir accès à une voie publique ou privée	Voie secondaire rural à la départementale D916, un second accès sera créée
Article NC 4 : Desserte par les réseaux	Alimentation en eau potable, Assainissement des eaux pluviales	L'exploitation dispose d'un forage privé et d'un raccordement au réseau public. L'exploitation dispose d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales vers le milieu naturel.
Article NC 5 : Caractéristiques des terrains	Pas de disposition retenue	
Article NC 6 : Implantations des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Ne pas être implantées à moins de 10 m des voies existantes, sauf lorsqu'il y a une intégration dans un ensemble de bâtiments agricoles.	Le silo n'aura pas de gêne pour la circulation publique (Monsieur VIVIER ne va pas sortir sur la voie pour manœuvrer dans ses silos), il est donc possible de déroger à la règle des 10 m du règlement pour les zone NC et donc de l'implanter à une distance de 5 m des voies de circulation.
Article NC 7 : Implantation du projet par rapport aux limites séparatives	Distance au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre tout point de la construction et le point de la limite parcellaire le plus proche, avec un minimum de 4 mètres, ou en limite séparative	Les bâtiments du projet respectent les distances : en limite séparative au sud de l'exploitation, et à plus de 4 mètres au nord
Article NC 8 : Implantation des constructions les unes aux autres	Distance minimum de 4 mètres	Oui, distance la plus proche est entre le silo et le bâtiment B4 de 5.7 m



Article NC 9 : Emprise au sol	Pas de disposition retenue	
Article NC 10 : Hauteur des constructions	Les constructions à usage agricole ne doivent pas excéder 10 m au faîtage	Oui. Les constructions font au maximum 10 m de hauteur au faîtage.
Article NC 11 : Aspect extérieur	Respect de l'harmonie créée par les bâtiments avoisinants, matériaux d'utilisation respectant les teintes de la région. Unité d'aspect avec l'existant : volume, couleur, matériaux	Oui, panneaux en bois pour respecter l'harmonie des bâtiments environnants
Article NC 12 : Stationnement	Stationnement en dehors des voies publiques	Oui, le stationnement se fait à l'intérieur de l'exploitation
Article NC 13 : Espaces libres et plantations	Bâtiments techniques agricoles perceptibles des voies publiques seront isolés par une rangée d'arbres	Oui, des dispositions pour créer des haies le long des silos vont être mises en place

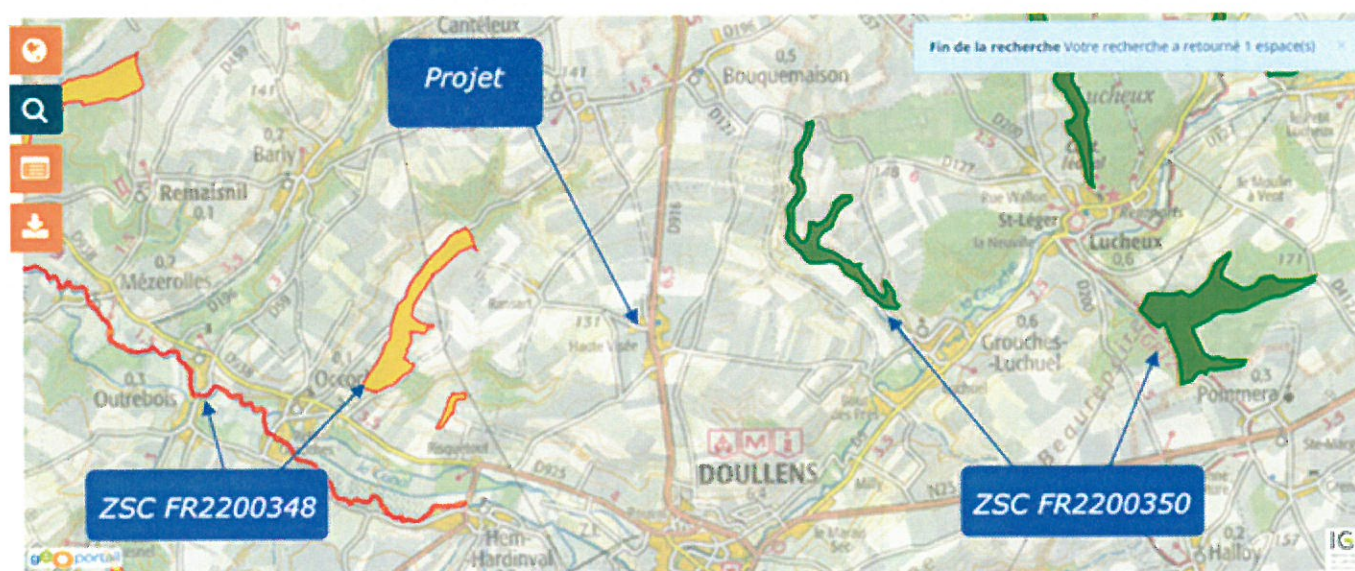
Le projet est compatible avec le plan d'occupation des sols (POS).

2.3 CAS D'UNE IMPLANTATION SUR UN NOUVEAU SITE

Il n'est pas prévu de s'installer sur un nouveau site

2.4 EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Sur la zone d'étude couverte par la commune d'implantation du site d'élevage et les communes présentes au plan d'épandage, il existe des zones Natura 2000 à proximité, toutefois, le projet n'interfère pas avec ces dernières. La carte ci-dessous présente les zones Natura 2000 à proximité de DOULLENS. La première zone Natura 2000 se situe à environ 2.2 km à vol d'oiseau du site du projet et 140 m de la première parcelle du plan d'épandage.



Le tableau ci-après, liste les différentes zones Natura 2000 et leurs éventuelles interférences avec le projet.

Nom du site Natura 2000	Numéro du site Natura 2000	Type de site : ZPS ou ZSC	Localisation du projet Tout ou partie en site, hors site ¹
Massif forestier de Lucheux	FR2200350	ZSC	Site d'exploitation à 2.2 km ; Parcelles d'épandage à 140 m
Vallée de l'Authie	FR2200348	ZSC	Site d'exploitation à 2.2 km ; Parcelles d'épandage à 180 m

Annexe 7 - Fiches des zones Natura 2000, ZSC FR 2200350 et ZSC FR2200348 : projet parcelles et cartes de localisation des zones Natura 2000 / zone d'étude (fond IGN)

La première zone Natura 2000 se situe à 2.2 km du site d'exploitation et seulement 140 m de la première parcelle du plan d'épandage. La zone concernée est la ZSC FR2200350 « Massif forestier de Lucheux ». Aucune parcelle n'est localisé en zone Natura 2000.

La conduite agricole des exploitations qui composent le plan d'épandage de l'EARL des BOVINS au travers des parcelles de l'EARL VIVIER et de l'EARL DERBAUDRENGHIEN n'aura aucune incidence sur ces milieux à protéger.

2.5 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES EXISTANTS : SDAGE ET SAGE

2.5.1 SDAGE ou Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Créé par la loi sur l'eau en 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou SDAGE « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ». Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydrogéographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.

Le SDAGE est le document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. A ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement). La loi du 21 avril 2004 transpose en droit français cette directive, en complétant la procédure d'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) mis à jour tous les 6 ans (2009, 2015 et 2021). Le SDAGE est élaboré par le Comité de bassin de chaque grand bassin hydrographique.

Le SDAGE est un document d'orientation qui définit :

- **des orientations** de portée réglementaire. En effet le SDAGE s'imposera aux décisions de l'état en matière de police des eaux (autorisations, déclarations, rejets, urbanisme, ...), aux décisions des collectivités, établissements publics ou autres ;
- **des actions** structurantes à mettre en œuvre pour améliorer la gestion de l'eau ;
- **des règles** d'encadrement des SAGE qui doivent être compatibles avec les SDAGE.

Les spécificités du SDAGE ARTOIS PICARDIE :

Le territoire de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ne représente que 1/30^{ème} du territoire national. D'une superficie d'environ 20 000 Km², le bassin couvre deux départements en totalité (Nord, Pas-de-Calais), une grosse partie du département de la Somme, ainsi qu'une partie de l'Aisne (la région de Saint-Quentin et l'ouest de la Thiérache).

Sa population, avec 4.7 millions d'habitants, présente une densité moyenne de 240 habitants/Km², soit environ 2.3 fois la densité nationale moyenne. Le développement agricole et industriel est important. La forte industrialisation a été de pair avec un développement de l'urbanisation.

¹ Indiquer la distance par rapport au site Natura 2000



Le SDAGE ARTOIS PICARDIE :

Le SDAGE Artois Picardie 2016-2021 remplace le SDAGE datant de 2009. Pour être conforme aux prescriptions de la Directive Cadre sur l'Eau, il est complété sur les thèmes suivants : surveillance des milieux, analyse économique, consultation du public, coopération et coordinations transfrontalières. **Il porte sur les années 2016 à 2021 incluses.** Ce document a été adopté par le Comité de Bassin Artois-Picardie le 16 octobre 2015 et fait l'objet d'un arrêté du 23 novembre 2015 portant approbation du SDAGE et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant.

C'est un document de planification de la ressource en eau au sein du bassin. A ce titre il a pour vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ont un impact sur la ressource en eau.

Un programme de mesures :

Ainsi afin de mettre en place les orientations et les dispositions du SDAGE, un programme de mesures sur la période 2016-2021 a été établi. Le tout se traduisant par :

- 33 orientations
- 78 dispositions.

Ce dernier comporte des mesures dans 5 grands domaines, ou enjeux :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les mesures reprennent des définitions nationales (applicables à l'ensemble du territoire français) auxquels s'ajoutent des mesures spécifiques au bassin Artois Picardie et des mesures locales applicables à un territoire plus limité (échelle du SAGE).

L'activité agricole est concernée partiellement par les enjeux A, B et C.



2.5.2 Compatibilité du projet avec les dispositions du SDAGE, Artois Picardie

Enjeu/orientations/dispositions du SDAGE 2016-2021		Mesures mises en place ou à mettre en place par l'exploitant
Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques		
Orientation A-2: Maitriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives et préventives	Disposition A-2.1 Gérer les eaux pluviales	<ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des bâtiments d'exploitation est équipé de gouttières ou chéneaux pour la collecte des eaux pluviales. L'eau pluviale est ensuite canalisée vers des cuves de stockage pour un volume de 95 000l. il n'y a pas de mélange avec d'autres produits, tels que les effluents d'élevage. Il en sera de même pour les bâtiments projetés. Un puits d'infiltration sera placé en bout du projet, confère les plans en annexe 5. - Utilisation de CIPAN pour protéger les sols par les nitrates, soit 45 ha par an. - Réalisation annuelle d'un plan prévisionnel de fertilisation à l'ilot de culture. - analyses de sols : reliquats azotés par culture et utilisation de N tester
Orientation A-3 : Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	Disposition A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates. Disposition A-3.3 Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la Directive Nitrates	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de parcelles à proximité de cours d'eau. - Implantation de CIPAN. - L'exploitation ne dispose pas de surface de prairie avant-projet, ni après. - Le site comme les parcelles d'épandage mises à disposition ne sont pas situés dans une zone à forte érosion. Une étude érosion a été réalisée sur la communauté de communes du territoire Nord Picardie. Une carte des propositions d'aménagements est jointe en annexe 26. Cette cartographie n'a pas de caractère obligatoire.
Orientation A-4 : Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer	Disposition A-4-3 : Veiller à éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	
Orientation A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du Bassin Versant Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	Disposition A-9.3 : Préciser la consigne "éviter, réduire, compenser" sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - le projet ainsi que les parcelles ne sont pas situés en zone humide. La cartographie disponible indique des ZDH ou zone à dominante humide, à fortiori une zone humide se trouve dans une ZDH, le périmètre réglementaire de la ZH étant plus restreint ; - aucune zone humide ne sera dégradée

Orientation A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	Disposition A-11.3 : Eviter d'utiliser des produits toxiques	-l'exploitation EARL des BOVINS, n'utilise pas de produits toxiques pour la production des animaux d'élevage. -l'épandage des fumiers normalisés est effectué sur les terres de l'EARL VIVIER et EARL DERBAUDRENGHIEN, l'EARL Vivier fournira les maïs ensilage pour nourrir les bovins. L'EARL VIVIER a intégré la démarche Global Gap, qui permet de s'assurer d'une bonne utilisation des produits phytosanitaires. Certificat et rapport d'inspection joints en annexe 8.
	Disposition A-11.5: Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO	- Les produits présentant des risques de fuite et de menace pour l'environnement sont stockés dans des endroits fermés, des cuves avec bassins de rétention. Le détail est développé au point 3.7 disposition de rétention (article 15). - l'exploitation et les terres mises à disposition sont situées dans le bassin versant de l'Authie
	Disposition A-11.6: Se prémunir contre les pollutions accidentelles	
Enjeu B: garantir une eau potable et qualité et en quantité suffisante		
Orientation B-1 Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	Disposition B-1.1: Préserver les aires d'alimentation des captages	- Aucune parcelle du plan d'épandage de secours, ainsi que les bâtiments d'élevage ne sont dans le périmètre rapproché d'une zone de captage. - Les doses d'azote organique épandues ne dépasseront pas 170 kg/ha/an selon les normes en zones vulnérables. L'apport d'azote sera limité au strict besoin de la culture.
	Disposition B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages	- Le site ainsi que les parcelles d'épandage sont situés dans une zone à enjeu eau. Toutefois ils ne sont pas inclus dans les bassins d'alimentation des captages, ORQUE ² . A ce jour, l'opérateur SIAEP du Doullennais anime le projet, les actions portent sur la fertilisation azotée, suivi des exploitations agricoles, sur les épandages.... Le projet est compatible avec ce zonage. Une carte faisant état des ORQUES à l'échelle du bassin artois picardie est jointe en annexe 28, ainsi qu'une carte des bassins d'alimentation des captages du SIAEP du Doullennais. - Relevé et enregistrement mensuel de la consommation d'eau au compteur du forage. - Contrôle journalier des abreuvoirs, abreuvoirs antilapage. - Réparation des fuites dans les heures qui suivent. - récupération des eaux pluviales pour les traitements en plaine.
Orientation B-3: inciter aux économies d'eau	Disposition B-3.1 : Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	
Enjeu C: s'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations		
Orientation C-2 : limiter le ruissellement en zone urbaine et rurale pour réduire les risques inondation et les risques érosion des sols et coulées de boues	Disposition C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations	- Le site ne se situe pas sur une zone inondable - Gestion des eaux pluviales

Globalement le projet de l'EARL des BOVINS est compatible avec le SDAGE.

² ORQUE : opération de reconquête de la qualité de l'eau



2.5.3 SAGE du secteur d'étude : SAGE Authie

Institué par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) est un outil de planification territorial de l'eau. Il s'inscrit dans une logique d'équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages. Il doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Le S.A.G.E. constitue à l'échelle d'un bassin hydrographique, un document réglementaire imposable à tous.

Ce chapitre présente les objectifs généraux permettant de répondre aux enjeux de la gestion de l'eau et de satisfaire aux principes énoncés à l'article L211-1 et L430-1 du code de l'environnement, notamment :

- Améliorer la qualité eaux
- Gérer les milieux aquatiques de façon à favoriser le bon fonctionnement hydraulique et à préserver la richesse biologique
- la prévention des inondations ;
- la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides ;
- la protection de la ressource en eau et la restauration de sa qualité ;
- l'alimentation en eau potable de la population ;
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

Ces objectifs visent à mettre en œuvre une gestion équilibrée et durable permettant de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, les exigences de la vie biologique du milieu récepteur et le libre écoulement des eaux.

Pour le territoire du SAGE Authie, ce dernier n'est pas encore approuvé. Il n'y a donc pas encore d'enjeu ni d'objectif.

2.5.4 Compatibilité du projet avec le SAGE Authie

L'EARL n'est pas concerné par le SAGE Authie car il est en cours d'élaboration.

2.5.5 Plans déchets et compatibilité du projet

La prévention des déchets dans les politiques publiques

La prévention des déchets a été introduite dans la loi française dès 1975. Elle a connu un élan important à partir de février 2004 avec un premier Plan national de prévention de la production de déchets, établi de façon volontaire par le ministère chargé de l'environnement, ainsi que par le plan d'actions déchets 2009-2012, qui fixait comme objectif de réduire de 7% la production d'ordures ménagères et assimilées (OMA) par habitant entre 2008 et 2013.

Depuis, la réglementation européenne (Directive 2008/98/CE sur les déchets) impose à tous les Etats membres d'avoir mis en place de tels plans. L'article L. 541-11 du code de l'environnement intègre cette obligation dans la législation nationale. Dans ce cadre, l'Etat français a élaboré, sous l'égide du ministère chargé de l'environnement et de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), et en partenariat avec toutes les parties prenantes concernées par la prévention des déchets, un nouveau plan national de prévention de la production des déchets, plus ambitieux, publié en août 2014 et couvrant une période de six ans.

A compter de 2015 (parution de la loi de transition énergétique pour la croissance verte), la politique française de prévention des déchets s'intègre aussi dans le cadre plus large de la transition vers l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources, pour permettre la mutation de notre économie vers un mode plus économe en ressources mais restant porteur de croissance économique.

- Directive 2008/98/CE relative aux déchets

2551 Le programme national de prévention des déchets 2014-2020

Le programme national de prévention des déchets (PNPD) 2014-2020 définit les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions de production et de consommation durables à mettre en œuvre pour y parvenir. Le programme constitue donc un outil essentiel pour favoriser la transition vers l'économie circulaire, et permet de donner une traduction concrète à plusieurs mesures de la feuille de route de la Conférence environnementale de 2013.

Le PNPD fixe des objectifs quantifiés visant à découpler la production de déchets de la croissance économique :

- Réduction de 7% des déchets ménagers et assimilés (DMA) produits par habitant entre 2010 et 2020. Cet objectif a, depuis, été renforcé par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui le fixe à 10 % ;
- Réduction de la production de déchets d'activités économiques (DAE), notamment du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), entre 2010 et 2020.

Pour atteindre ces objectifs, le PNPD prévoit la mise en œuvre progressive de nombreuses actions, dont :

- l'expérimentation du « retour à la consigne » pour inciter à rapporter certains emballages (par exemple : les bouteilles) en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation) ;
- des actions visant à allonger la durée de vie des produits et à lutter contre l'obsolescence programmée
- les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire
- la démarche « stop-pub », visant à la réduction des imprimés non sollicités
- la réduction des sacs plastiques et d'autres produits en plastique à usage unique, fortement générateurs de déchets qui polluent les milieux marins).

Le suivi et l'évaluation du PNPD sont assurés par des indicateurs globaux qui mesurent l'ensemble des flux de déchets produits, des indicateurs de suivi de chaque action et un bilan annuel. Tous les deux ans, le ministère et l'ADEME publient une brochure de synthèse des principaux résultats des actions de prévention menées aux plans nationaux et locaux. La dernière brochure, "prévention de la production des déchets-bilan 2016" a été publiée en décembre 2016.

Une évaluation approfondie du programme est prévue à la fois à mi-parcours en 2017 et en fin de période, en 2020.

En action sur l'exploitation de l'EARL des BOVINS, si on transpose le PNPD, on peut justifier que les pratiques des exploitants sont en adéquation avec une partie du PNPD.

Par exemple, l'adhésion au cahier des charges Global Gap, permet d'utiliser moins d'intrants tels que les engrais et les produits phytosanitaires, de fait il y a réduction des emballages. Les emballages sont recyclés auprès de la coopérative agricole.

Sur le volet « lutte contre le gaspillage alimentaire », l'exploitation utilise des restes d'industries agroalimentaires tels que les pulpes surpressées (déchets de sucrerie), pour l'alimentation des bovins à l'engraissement. L'exploitation utilise également des déchets agricoles tels que les pommes de terre déclassées. L'ensemble de ces produits sont valorisés en alimentation animale.

Concernant l'obsolescence programmée, les exploitants entretiennent régulièrement les différents matériels utilisés que ce soit en élevage ou en production végétale (matériel de plaine entre autre), afin de ne pas les remplacer trop souvent.

Au vu de ces actions quotidiennes au sein de l'exploitation de l'EARL des Bovins, on peut considérer que le projet de développement de l'élevage est compatible avec le PNPD.



2552 Plan régional d'élimination des déchets dangereux de Picardie 2009 et compatibilité du projet

A ce jour, le PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets), à l'échelle des Hauts de France est en cours d'élaboration, par défaut nous restons sur le programme en place de 2009.

Les orientations de ce plan régional sont les suivantes :

Incitation à la réduction de la production de déchets dangereux et de leur nocivité,

Optimisation de la collecte et de la prise en charge des flux diffus (des ménages, d'activités industrielles et artisanales et des DASRI),

Privilégier la valorisation (matière ou énergétique) et rationaliser le traitement

Incitation au transport multimodal des déchets dangereux (à impact environnemental moindre ou égal que celui du transport routier), prioritairement aux déchets parcourant de grandes distances

Ce plan ne concerne que les déchets dangereux. Si l'on analyse les déchets dangereux issus de l'activité d'élevage et de plaine, on retient les DASRI ou déchets d'activités de soins à risque infectieux et les produits phytosanitaires.

Le plan régional n'inclus pas les déchets agricoles, toutefois on peut signaler que pour ces deux types de déchets dangereux, les exploitants adhèrent à une filière organisée, cf. le paragraphe 3.17 « déchets et sous-produits animaux ».

La région propose de poursuivre les opérations collectives (de collecte ou non) des DDDA par branches d'activités, déjà existantes.

De façon générale, on peut constater que le projet ne va pas à l'encontre du plan régional.

2553 Plan départemental de prévention des déchets de la Somme

De la même façon, que pour le plan régional, le plan départemental n'a pas d'orientation spécifique pour la prévention des déchets issus de l'activité agricole.

Le plan recense les actions déjà mises en place par la profession agricole qui organise avec Adivalor la récupération des EVPP (emballages vides de produits phytosanitaires) et ponctuellement des PPNU (produits phytosanitaires non utilisés) en partenariat avec les distributeurs qui les réceptionnent à une période fixe dans des emballages agréés; ils sont ensuite incinérés dans une installation de traitement de déchets industriels.

De façon générale, on peut constater que le projet ne va pas à l'encontre du plan départemental.

L'EARL des BOVINS génère différents types de déchets : des déchets d'activité de soins vétérinaires, des emballages vides, des plastiques, des cadavres. Une description détaillée du devenir des déchets est développée dans le tableau au paragraphe 3.17.

Le projet de l'EARL des BOVINS est compatible avec les plans déchets.

2.5.6 Schéma des carrières de la Somme et compatibilité du projet

Le Code de l'Environnement prévoit que chaque département soit couvert par un schéma départemental des carrières définissant les conditions générales de leur implantation dans le département. Le schéma des carrières de la Somme a été approuvé le 24 novembre 2015.

Il prend en compte :

- l'identification des ressources géologiques départementales, leurs utilisations et les carrières existantes,
- l'intérêt économique national et l'estimation des besoins en matériaux du département et de sa périphérie,
- l'optimisation des flux de transport entre zones de production et de consommation,
- la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles.



Une plaquette de présentation du schéma des carrières de la Somme est jointe en annexe 27.

L'EARL des BOVINS n'a pas besoin de prélever des ressources géologiques pour mener à bien son projet d'élevage. Le projet est compatible avec le schéma régional des carrières.

2.5.7 Plan atmosphère et compatibilité avec le projet

2571. Le plan atmosphère

Le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques se décline en plusieurs axes, dont un axe spécifique à l'agriculture. Si l'on regarde les différentes mesures décrites dans l'arrêté ministériel joint en annexe 22, un certains nombres de mesures sont déjà en place, tel que :

- la réduction de la volatilisation de l'ammoniac provenant des effluents d'élevage et autres effluents organiques, en enfouissant les effluents dans certain délai suite à leur épandage ;
- la limitation du brulage à l'air libre, par le recyclage d'un bon nombre de déchets produits sur l'exploitation (bidons vides produits phyto, cadavre, bâches, etc... ;
- la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, par la souscription au programme GLOBAL G.A.P. ;

On peut considérer à ce stade que le projet de l'EARL des BOVINS est compatible avec le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

2572. Adaptations régionales

A ce jour il n'y a pas d'adaptations régionales, la compatibilité du projet est sans objet.



2.5.8 Programme d'action National (PAN) et programme d'action régional (PAR) et compatibilité avec le projet

Notre zone d'étude est classée en zones vulnérables depuis mars 2015. Dans le cadre de l'application de la Directive Nitrates dans les zones vulnérables, le dernier PAN datant du 11/10/2016, modifiant l'arrêté du 19/11/2011, s'applique. Les mesures à mettre en place sont entre autres, la vérification des capacités de stockage pour les effluents d'élevage.

Le tableau suivant récapitule les mesures du PAN et du PAR, en parallèle sont indiquées les mesures mise en œuvre par l'exploitant pour le respect de ces mesures.

Mesures	PAN ou Programme d'Actions National		PAR ou Programme d'Actions Régional	
	Objectif	Mesures mises en place ou à mettre en place par l'exploitant	Renforcement de l'objectif	Mesures mises en place ou à mettre en place par l'exploitant
I Période minimale d'interdiction d'épandage ; limiter la pollution pendant les périodes sensibles (hivers)	Limitier les risques de pollution de la ressource en eau par les nitrates d'origine agricole	L'EARL des BOVINS au travers des épandages sur les terres de l'EARL VIVIER et des terres de l'EARL Derbaudrenghien, respecte le calendrier des périodes d'épandage du PAN joint en annexe 9.	Le calendrier des périodes d'épandage est plus restreint	L'EARL VIVIER devra respecter le calendrier des périodes d'épandage du PAR, joint en annexe 10. Cf. tableau 7 du Dixel, « productions végétales, gestion des îlots culturaux (suite), il fait état des pratiques d'épandage sur l'exploitation de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien.
II Prescriptions relatives au stockage des Effluents d'élevage : pouvoir stocker les effluents produits durant les périodes d'interdiction d'épandage.	Les éleveurs doivent disposer de capacités de stockages fixes, suffisantes pour leurs effluents selon les régions et le type d'élevage. Pour les élevages de bovins viande en aire paillée intégrale avec curage tous les 2 mois minimum, il n'est pas nécessaire d'avoir des capacités de stockage. Stockage au champ ; limiter les risques d'écoulement des stockages en champ par lixiviation pendant les périodes autorisées.	Le stockage des fumiers très compacts paillieux est réalisé aux champs. L'EARL des Bovins dispose de parcelles mises à disposition pour l'épandage des fumiers non normalisés, les contrats de mise à disposition sont joints en annexe 12.	Néant	Quelques règles sur le dépôt des fumiers en plaine seront à respecter.
		L'EARL des BOVINS produit des fumiers très compacts paillieux qui peuvent être stockés aux champs après 2 mois sous les pattes des animaux.	Néant	

III Limitation de l'épandage des fertilisants azotés afin de garantir l'équilibre de la fertilisation azotée.	Equilibré les apports et les exports afin d'éviter qu'un surplus s'infiltre dans la nappe	Les exploitations devront appliquer le calcul de la dose prévisionnel selon la méthode du COMIFER officiel du PAN en prenant en compte les restrictions de la directive nitrates. Les résultats du Dixel nous montre une balance globale azotée de + 18 kg/ ha /SAU avant-projet et + 19 kg après projet.	Néant	
IV Plan de fumure et cahier d'enregistrement	Le plan de fumure et le cahier d'enregistrement des pratiques permettent d'aider l'agriculteur à mieux gérer sa fertilisation azotée. Ils doivent être établis pour chaque ilot cultural. Le cahier d'enregistrement a pour objectif de vérifier que le plan prévisionnel est bien suivi, il tient en compte les évolutions climatiques qui obligent à un ajustement du plan prévisionnel	L'EARL VIVIER et l'EARL Derbaudrenghien, doivent tenir un cahier d'épandage. Chaque intervention est notée et comparée au plan prévisionnel, si des modifications interviennent en cours de culture, elles sont justifiées.	Néant	
V calcul de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage à épandre et définition du plan d'épandage	Chaque animal a une référence de production d'azote. La quantité maximale d'azote organique doit être inférieure ou égale à 170 kg / ha / an. Le plan de d'épandage a pour objectif de cartographier les parcelles épandables ou non de l'exploitation en tenant compte des particularités topographiques (cours d'eau, habitation, captage)	L'exploitation EARL des BOVINS exportera la totalité de ses effluents organiques qui seront normalisés. L'importation d'azote dans les parcelles de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien sera inférieure au seuil maximum de 170 kg N/an. Le plan d'épandage est versé au dossier annexe 13. Les excédents sont exportés sous forme de produits normalisés.	Néant	
VI Garantir de bonnes conditions d'épandage	Eviter les pollutions accidentelles des cours d'eau	Le plan d'épandage ne compte pas de surface à proximité de cours d'eau, de zone de captage. Le site d'exploitation et les parcelles du plan d'épandage de secours respectent un minimum de 35 m avec les cours d'eau et les zones de captages.	Néant	
	Limiter les risques de ruissellement sur les parcelles en pente.	Pas de fertilisant de type II produits sur l'exploitation. Les semis sont faits en travers de la pente pour limiter le ruissellement.	Néant	
		Aucun épandage n'est réalisé sur des parcelles à plus de 15 % de pente pour les produits de type III et I, l'exploitation ne compte pas de parcelle avec une pente de plus de 15%.		

	Limitier les risques de ruissellement sur les parcelles détrempées ou inondées	Aucune parcelle n'est concernée par cet état d'hydromorphie.	Néant	
	Limitier les risques de ruissellement sur les parcelles enneigés ou gelés	L'EARL des BOVINS ne produit pas d'effluents liquide.	Néant	
VII Les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses : mise en place de couverts végétaux	Limitier les risques de fuites des nitrates au cours des périodes pluvieuses, en interculture longue, soit par implantation de CIPAN ou par repousses de céréales (limite de 20% des surfaces en interculture longue) ou de colza	Les exploitations implantent des cultures pièges à nitrates ou CIPAN sur 70 ha environ pour limiter la fuite de l'azote dans la nappe. Deux espèces de CIPAN : Moutarde/avoine	La gestion de l'interculture, qu'elle soit longue ou courte est plus détaillée dans le PAR, confère l'arrêté du PAR et la synthèse en annexe 10.	Les exploitations devront respecter les adaptations régionales.
	Limitier les risques de fuites des nitrates au cours des périodes pluvieuses, en interculture courte (ex récolte colza et semis culture d'automne)	Pas concerné		
	La destruction chimique est interdite	Les exploitations doivent respecter cette obligation	Néant	
	Adaptations régionales	Cf PAR	Les adaptations régionales sont jointes en annexe 10.	Les exploitations doivent respecter les adaptations régionales
VIII Bordage des parcelles jouxtant un cours d'eau	Eviter les pollutions accidentelles des cours d'eau : mise en place d'une bande enherbée de 5 m de large le long des cours d'eau.	Les exploitations ne disposent pas de parcelle en bordure de cours d'eau.	Idem PAN 5 m	
			Retournement des prairies interdit en zone humide	Les exploitations ne possèdent pas de prairies
			Délimitation des ZAR ou zone d'actions renforcées	Non concerné



2.6 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE L'EXPLOITANT

2.6.1 Capacités techniques

La capacité technique de l'EARL des BOVINS est établie par l'expérience professionnelle de M Vincent VIVIER, installé depuis 2010, en activité dans le domaine de l'élevage de bovins au sein de l'EARL VIVIER. Il est détenteur d'un diplôme du Baccalauréat professionnel intitulé « Conduite et gestion de l'exploitation agricole ». Une copie du diplôme est jointe en annexe 14.

2.6.2 Capacités financières

Une étude technique et économique a été réalisée par un conseiller spécialisé en élevage de bovins à l'engraissement, de la chambre d'agriculture de la Somme, M Daniel Patel. Ce conseiller suit les performances techniques et économiques de l'EARL Vivier depuis maintenant 13 années consécutives. Et le suivi financier est assuré par un conseiller de gestion du cabinet de comptabilité CER France, M Frédéric Callens.

A ce jour, l'EARL des BOVINS ne dispose pas de résultats techniques et économiques. Ce sont donc les résultats de l'EARL VIVIER qui servent de base pour établir les capacités financières de l'EARL des Bovins. Sont joints en annexe 14, les études économiques réalisées par CER France et par la chambre d'agriculture de la Somme, et l'accord de financement de la banque Crédit Agricole de Doullens. Cet accord est établi pour un montant inférieur à l'investissement global, soit 260 000€, il correspond à une première phase de travaux pour 100 à 200 places de bovins. Les investissements suivants feront l'objet d'un nouvel accord de banque en temps voulu. Toutefois les études techniques et économiques ont été réalisées sur le projet global.

On peut estimer que les résultats de l'EARL des Bovins seront multipliés par 2, compte tenu du doublement du cheptel.

Le cout global du projet est le suivant par poste :

Liste des investissements	Cout en euros
Dossier d'enregistrement	8 565
Nouveau bâtiment B4 (9 travées), y compris le stockage d'aliments	128 500
Aménagements béton de B4	24 230
Equipements intérieurs de B4	25 150
Construction des silos	60 850
Transformation du hangar paille existant	22 700
Hangar à paille	140 000
Allongement B4, dans les 2 ans (2 travées)	70 000
Citerne incendie et aménagements	4 000
Total	483 995

Le projet est porté par l'EARL des Bovins qui est une structure à part entière.

3 Justification du respect des prescriptions générales applicables à l'exploitation

Références réglementaires :

Arrêté du 27 décembre 2013, complété par l'arrêté du 7 décembre 2016, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

3.1 DETERMINATION DES ACTIVITES CLASSEES (ARTICLE 1)

Le projet présenté porte la capacité du site de l'EARL des BOVINS à 800 bovins à l'engraissement.

Cet effectif est compris entre 401 à 800 bovins à l'engraissement, l'exploitation sera soumise au régime de l'enregistrement.

3.2 IMPLANTATION DE L'EXPLOITATION ET DE SON PROJET (ARTICLE 5)

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

Tous les bâtiments d'élevage de l'EARL des BOVINS sont sur le siège de l'exploitation au 40, hameau de Haute-Visée à DOULLENS 80600.

Le hameau de Haute-Visée se situe dans la région des Hauts de France et le département de la Somme. Le hameau de Haute-Visée fait partie de la communauté de communes du DOULLENNAIS.

Comme dans la majeure partie de la Somme l'habitat est rural et de type groupé. L'ensemble des habitations du hameau de Haute-Visée est regroupé autour d'une rue principale, la route nationale de Haute-Visée ou D916, et de 3 rues secondaires.

L'ensemble de la commune de Doullens compte 6351 habitants soit une densité de 190 habitants/km² (Statistiques INSEE recensement général de la population 2014).

Haute-Visée est un hameau de Doullens qui compte une cinquantaine de maisons soit 150 habitants.

Les bâtiments et silos existants, sont situés partiellement à moins de 100 mètres des premiers tiers. Dans un rayon de 100 mètres autour des bâtiments d'élevage existants, on compte 3 maisons d'habitations. Ces bâtiments seront maintenus pour le logement des animaux déjà connus, ces bâtiments bénéficient de l'antériorité suite aux déclarations antérieures.

Le projet de développement du bâtiment d'engraissement et des annexes sont situés à :

- Plus de 100 mètres des tiers ;
- Plus de 35 mètres des puits et forages ;
- Plus de 35 mètres des cours d'eau ;
- Plus de 200 mètres des lieux de baignade ;
- Plus de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchyliques.

A l'exception du stockage d'aliments qui sera situé à 74 mètres du premier tiers, pour ce bâtiment il est demandé un aménagement des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel.

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des bâtiments en page 6, nous présente l'évolution des effectifs par bâtiment depuis la dernière situation connue, ainsi que l'évolution vers le projet. Une colonne « commentaires », permet d'identifier les unités en deçà des distances réglementaires pour lesquelles il est demandé un aménagement des prescriptions techniques de l'arrêté ministériel.

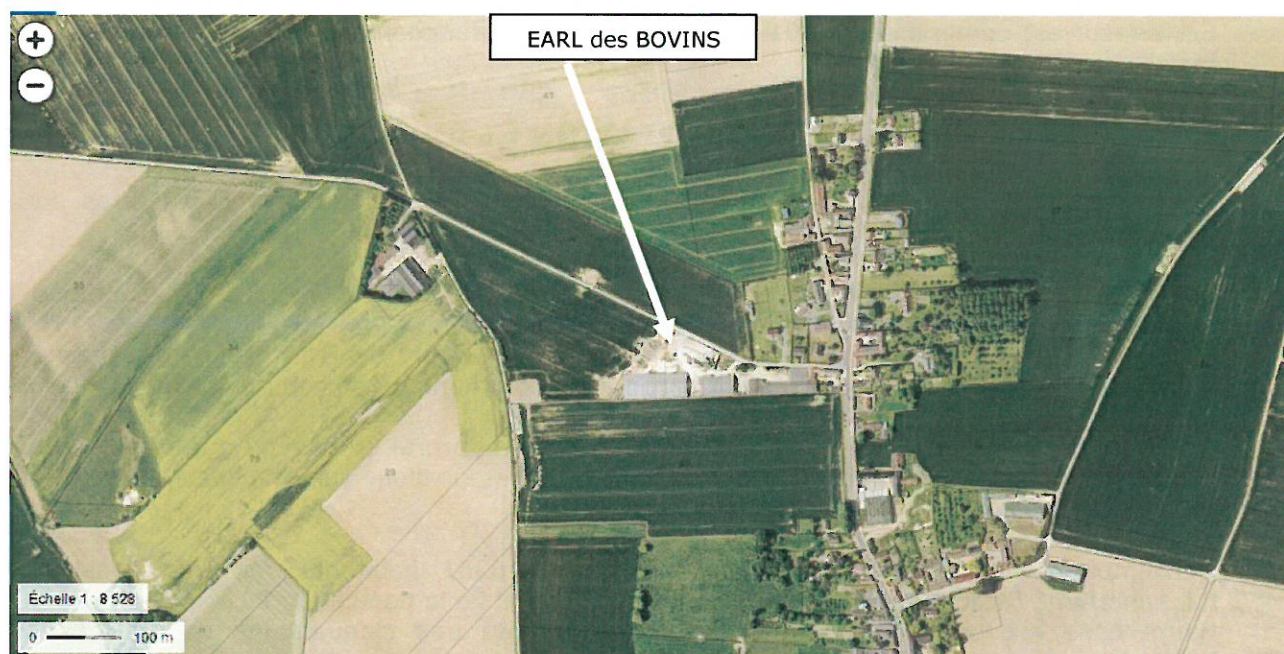


3.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE ET MESURES PREVUES POUR LA PROPRETE DES INSTALLATIONS (ARTICLES 6 ET 10)

3.3.1 Intégration dans le paysage : Article 6

Les bâtiments d'élevage de l'EARL des BOVINS se situent sur un des axes secondaires du Hameau de Haute-Visée, route de Ransart. L'exploitation s'ouvre vers le milieu naturel environnant, composé essentiellement d'une plaine de grandes cultures. Haute-Visée se situe en zone de plateau. Le bois le plus proche se situe à 1.5 km au sud-ouest du site d'exploitation, le bois de Ransart. L'exploitation est située sur une zone de plateau, plateau qui domine la vallée de l'Authie au sud traversant la commune de Doullens, située à environ 3 km du projet de développement de l'EARL des Bovins. Ce plateau domine la vallée de la Grouche, située à l'est de Haute-Visée à environ 3 km.

La photo ci-dessous est une vue aérienne du hameau de Haute-Visée avec le site d'exploitation EARL des BOVINS et ses abords immédiats.



Dans la situation existante, les matériaux utilisés pour les unités d'élevage sont essentiellement :

- des plaques préfabriquées en béton pour le bardage bas,
- des planches à claire-voie en bois ou tôles laquées à ventelles, pour le bardage haut sur les longs pans
- des tôles laquées en pignon, comme le montre la photo ci-contre sur les bâtiments en arrière-plan.



Cette photo est prise depuis la route principale qui traverse le hameau depuis le sud vers le nord. Cette vue ne sera pas modifiée dans le cadre du projet.

La photo ci-après est une vue avant-projet, prise depuis le chemin de Ransart, en venant de Ransart. Cette voie de circulation est très peu utilisée, elle dessert principalement le village de Ransart et la plaine avoisinante.



Dans le cadre du projet, il est prévu d'utiliser les matériaux suivants en façades :

- Murs en éléments béton préfabriqués ;
- Bardage en bois et en tôle laquée beige;
- Menuiseries en tôle laquée beige;
- Couvertures en tôle fibres-ciment naturelles et translucides.

La photographie suivante nous permet d'apprécier l'implantation du projet, ainsi que la mise en place de plantations le long des futurs silos.



Les matériaux utilisés seront les mêmes que ceux déjà en place sur les bâtiments existants. Ils s'intégreront parfaitement dans le paysage avoisinant de l'exploitation.

La plantation de haies permettra une meilleure intégration dans le paysage avoisinant.

3.3.2 Propreté de l'installation : Article 10

L'exploitant maintient les locaux propres et régulièrement nettoyés afin d'éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, et de poussières.

Les produits de matières polluantes vides sont placés dans des sacs plastiques spéciaux fermés, qui feront l'objet d'un ramassage par les entreprises ayant commercialisé ces mêmes produits.

Les animaux sont logés en aire paillée intégrale, le paillage est quotidien et l'enlèvement des fumiers est réalisé tous les deux mois au minimum.

L'exploitant assure la dératisation du site, par la mise en place d'appâts spécifiques pour les rongeurs. Cette action permet de limiter le développement de maladies. L'essentiel des appâts est mis en périphérie des bâtiments d'élevage, des bâtiments de stockage de paille. Le plan de dératisation est joint aux plans de masses en annexe 5. La fiche de données de sécurité est jointe en annexe 23.

Entretien des accès et abords de l'exploitation	L'ensemble des aires de circulation entre les différentes unités est stabilisé, essentiellement bétonné. Les aires de circulation sont essentiellement utilisées pour la circulation du matériel destiné à l'alimentation et au paillage des animaux.
Entretien des bâtiments et matériaux	Toutes les surfaces d'aires de vies sont sur aire paillée intégrale sur fond de craie compactée. Les parois sont en parpaings pleins ou en plaques préfabriquées bétonnées.

3.4 PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE VEGETALE ET ANIMALE (ARTICLE 7)

Actuellement, l'exploitation ne dispose pas d'éléments de végétation sur son site.

Dans le cadre du projet de développement, il est envisagé de créer une haie sur la voie communale n°6 ou route de Ransart. Cet aménagement permettra de développer la biodiversité sur le site d'exploitation. Le projet n'aura pas d'impact négatif sur la biodiversité végétale et animale.

Les bâtiments d'exploitation ne sont pas situés dans une zone naturelle.

En ce qui concerne les parcelles du plan d'épandage, on constate plusieurs ilots partiellement inclus dans une ZNIEFF. Pour les parcelles de l'EARL Vivier, il s'agit des ilots 6, 7, 14, 16 et 18. Pour les parcelles de l'EARL Derbaudrenghien, il s'agit des ilots 11, 12, 16 et 17. L'ensemble de ces ilots est en terres arables. Une carte au 1/25000^{ème} est jointe en annexe 2.

Les ZNIEFF concernées sont de type 1 ou 2, elles sont recensées dans le tableau suivant. Les fiches descriptives sont jointes en annexe 15.

Ces parcelles de cultures reçoivent déjà des effluents dans le cadre du plan d'épandage de l'EARL VIVIER. En ce qui concerne les parcelles de l'EARL Derbaudrenghien, elles reçoivent également des matières fertilisantes (fientes normalisées). Les quantités d'effluents épandues seront maintenues, le tonnage à l'hectare sera identique. Il est nécessaire de rappeler qu'il n'y a pas d'interdiction d'épandre les déjections animales dans cette zone naturelle, à fortiori à proximité de cette zone. L'essentiel étant que les pratiques restent agronomiquement et écologiquement raisonnables.

Les zones naturelles les plus proches de l'exploitation et des parcelles du plan d'épandage de secours sont présentées dans le tableau suivant. Les fiches descriptives sont présentes en annexe 15.



Nom de la ZNIEFF	ZNIEFF ou Natura 2000	Numéro national	Numéro régional	Localisation du projet Tout ou partie en site, hors site
Cours de la Grouche	Type 1	220120043	80PON108	Site d'exploitation à 2.8 km ; Parcelles d'épandage à 200 m
Larris et bois de la vallée d'Occoches	Type 1	220013899	80PON105	Site d'exploitation à 900 m ; Parcelles d'épandage à 0 m
Site d'intérêt chiroptérologique de la citadelle de Doullens	Type 1	220320030	80PON110	Site d'exploitation à 2.9 km ; Parcelles d'épandage à 1.3 km
Vallée de l'Authie	Type 2	220320032	80PON201	Site d'exploitation à 900 m ; Parcelles d'épandage à 0 m
Larris de Grouches Luchuel	Type 1	220013914	80PON106	Site d'exploitation à 1.8 km ; Parcelles d'épandage à 10 m
Massif forestier de Lucheux	ZSC	FR2200350		Site d'exploitation à 2.2 km ; Parcelles d'épandage à 140 m
Vallée de l'Authie	ZSC	FR2200348		Site d'exploitation à 2.2 km ; Parcelles d'épandage à 180 m

Comme décrit dans le § 2.4, le projet et les parcelles sont situés en dehors des zones Natura 2000.

Les apports d'effluents organiques issus du projet ne seront pas plus impactant qu'actuellement. La fertilisation est équilibrée, c'est-à-dire que les apports sont en adéquation avec les besoins des cultures et leurs capacités exportatrices. Les résultats des pratiques sont développés plus loin dans le § « Epandage et traitement des effluents ».

3.5 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

3.5.1 Aménagement (article 11)

L'ensemble des unités d'élevage est en aire paillée intégrale et couverte. Le fond des stabulations libres est composé de craie compactée. Régulièrement les éleveurs rechargent en craie pour entretenir le fond. Les murs de soubassement sont réalisés en parpaings pleins ou « stépoc », ou en paroi préfabriquée bétonnée. Ces parois sont étanches. Les aires de vies des animaux produisent des fumiers très compact, évacués tous les deux mois. Il n'y a pas de production de jus.

L'exploitation dispose d'une plateforme bétonnée pour recevoir les cadavres, cette plateforme sert très peu environ 4 fois par an, du fait du faible taux de mortalité.

Les aliments grossiers, maïs ensilage et pulpes surpressées, sont stockés dans des silos couloirs, dont les sols bétonnés sont en parfait état d'étanchéité. De plus les aliments stockés ont des taux de matière sèche relativement élevés : le maïs est à 35 % de MS et les pulpes surpressées sont à 27 % de MS. A ce stade, il n'y a pas de production de jus. Il n'est donc pas nécessaire de relier les silos à une fosse de stockage.

L'ensemble des silos à l'exception du front d'attaque est recouvert par une bâche imperméable pour les protéger de la pluie. Le stockage des aliments en vrac est réalisé sous bâtiment à même le sol. Les sols sont bétonnés. Pour le stockage à proximité de l'unité B1, 2 des trois parois sont bétonnées.

Dans le cadre du projet d'augmentation du troupeau à 800 bovins à l'engraissement il est envisagé d'aménager le stockage de paille actuel (B32) en aire paillée intégrale pour loger 120 bovins à l'engraissement, le fond de stabulation sera bétonné. Les fumiers seront accumulés pendant une période minimum de 2 mois. Un nouveau bâtiment B4 sera accolé à l'unité B3 (B31-B32), il permettra de loger 264 taurillons sur aire paillée intégrale. Cette unité aura les mêmes caractéristiques que la précédente. Des filets amovibles seront installés en guise de bardage haut sur le long pan au nord. Ce dispositif permettra une bonne ventilation de l'ensemble des deux bâtiments accolés.

Afin de pallier le manque d'alimentation, 3 silos couloirs bétonnés seront réalisés pour accueillir 2700 tonnes de pulpes surpressées supplémentaires. Compte tenu du taux de matière sèche à plus de 27%, il n'y aura pas d'écoulement, pas de nécessité de créer de fosse à jus. Comme pour les silos existants, il est prévu le bâchage des tas, en dehors du front d'attaque.

Pour l'aliment sec en vrac, un bâtiment monopente de 120 m² viendra s'intégrer entre la quarantaine B1 et l'unité B2. Le sol sera bétonné.

Périodicité de l'examen :

Le site ne compte aucune tuyauterie et canalisation transportant des effluents. Il en sera de même pour le projet.



Le tableau suivant fait état de l'ensemble des unités d'élevage (bâtiments et annexes) avec le mode de logement pour les animaux, le type de sol, le type de murs et la hauteur des murs.

Site de Haute-Visée	Mode de logement	Sol	murs	hauteur
B1	API ³	Craie compactée	Parpaings	4 m
B2	API	Craie compactée	Plaques préfabriquées	3 m
B31 existant B32 projet	API	Béton	Plaques préfabriquées	2.4 m
B4, projet	API	Béton	Plaques préfabriquées	1.2 m
Stockage de paille		terre battue	Tôles en bac acier	
Silos maïs		béton	Parois préfabriquées en béton	2.5 m
Stockage d'aliments en vrac		béton	Parois préfabriquées en béton	2.5 m
Aire de stockage des cadavres	Dalle extérieure	Béton		

3.5.2 Accessibilité pour les moyens de secours (article 12)



L'accès au site d'élevage se fait par la D 916 qui relie Doullens à Frévent, puis par la voie communale 6 ou route de Ransart, reliant Haute-Visée à Ransart.

L'exploitation possède une entrée sur la voie communale 6. Cette entrée permet d'accéder directement aux bâtiments liés à l'atelier d'élevage de l'EARL, et de ces annexes. Cette entrée est suffisamment dimensionnée pour laisser passer un camion de pompiers soit environ 20 mètres. Les sols sont bétonnés et accessibles par tous les temps.

3.5.3 Moyens de lutte contre l'incendie (article 13)

La prévention :

Les exploitants de l'EARL VIVIER et de l'EARL des BOVINS évitent le mélange d'activités ou de produits pouvant conduire à des situations à risque :

- Le stockage de paille n'est pas mélangé avec le matériel roulant (tracteur, moissonneuse batteuse, engin télescopique) afin d'éviter le risque incendie. Chaque zone de stockage a une occupation spécifique, la compartimentation évite les incompatibilités.
- L'exploitation n'utilise pas de gaz.

La défense extérieure :

Pour assurer la défense extérieure du site, les pompiers doivent disposer d'un débit d'extinction minimal de 2 heures, à une distance de 200 m au plus du risque à défendre.

Actuellement, l'exploitation dispose d'une bouche à incendie présente à 110 m des premiers bâtiments d'élevages (visible dans l'annexe 4). Les caractéristiques de cette bouche à incendie sont fournies en annexe 23, débit 120 m³/h à 1 bar de pression.

³ API : aire paillée intégrale, ou litière accumulée



Dans le cadre du projet, il est nécessaire de créer une réserve à incendie de 120 m³. Il s'agit d'une poche souple équipée d'une borne de pompage. Elle sera située à l'arrière des nouveaux silos, au bout du site route de Ransart. Elle sera implantée à plus de 20 mètres du premier bâtiment qui sera celui pour le stockage de paille. Elle disposera d'une aire d'accès nouvellement créée. Cf. plan après projet. Cet accès donnera sur la voie communale 6, allant de Haute-Visée à Ransart.

La Protection Interne :



Le premier secours contre l'incendie sera assuré par des extincteurs.

L'exploitation dispose de plusieurs extincteurs appropriés aux risques à combattre :

- 1 de classe A et B (à eau) à proximité de l'armoire électrique ;
- 2 de classe A et B (à eau), dans l'étable actuelle à proximité du stockage de paille. A terme, un des deux extincteurs pourra être installé à l'entrée du nouvel hangar B4, sur l'extrémité ouest à proximité du nouvel hangar à paille.

Il n'est pas prévu de nouveaux extincteurs.

Ces extincteurs doivent faire l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Moyens de secours :



En cas d'accident, les secours appropriés seront prévenus le plus rapidement possible. A cet effet, la première mesure prise est l'affichage au niveau de l'entrée dans les locaux, des numéros d'urgence :

La caserne la plus proche est celle de Doullens, située à 3.6 km soit 5 minutes de trajet par rapport à l'exploitation.

Pompier - Incendies, accidents et urgences médicales	18
SAMU - Urgences médicales en agglomération	15
Police secours ou gendarmerie	17
Centre antipoison	Lille : 0 825 812 822
SOS Médecin 24H/24	3624
A partir d'un téléphone portable	112



3.6 INSTALLATIONS ELECTRIQUES (ARTICLE 14)

Dans les élevages bovins à l'engraissement l'utilisation électrique reste assez limitée. Peu d'équipement électrique et informatique. Il n'y a que l'éclairage des bâtiments pour les logements.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état.

L'EARL des BOVINS n'emploie pas de salarié. La vérification du bon fonctionnement et du bon état des installations électrique doit se faire par un professionnel tous les cinq ans. Le diagnostic est programmé dans les 6 mois.

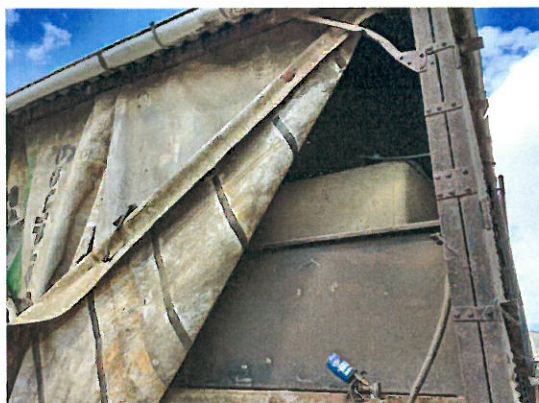
3.7 LOCAUX A RISQUE ET DISPOSITION DE RETENTION (ARTICLES 8 ET 15)

Les locaux à risque correspondent essentiellement aux stockages de produits inflammables tels que le fuel, l'azote liquide et les produits phytosanitaires. Ils sont repérés sur les plans joints en annexe 5.

Des dispositifs de rétention permettent d'éviter tout risque de déversement accidentel des produits dangereux dans le milieu.

Le tableau ci-dessous fait état de la liste des produits stockés sur le site de Haute-Visée, la quantité maximale stockée, le lieu de stockage et le dispositif de rétention, un plan est joint en annexe 5 :

Produits stockés sur le site	Quantité maximale stockée	Lieu de stockage	Rétention
Fuel	5 000 L	En cuve métallique, en intérieur, à proximité du bâtiment de stockage des aliments et de B1	Bac de rétention en métal de 5.85 m3
Azote liquide	30000 L	en cuve métallique, entre les unités B1 et B2	Bac de rétention maçonné en parpaings enduits, sur une dalle de béton, de 24 m3
Produits phytosanitaires	300 L ou kg	Local phyto	Caisson étanche



- Les combustibles

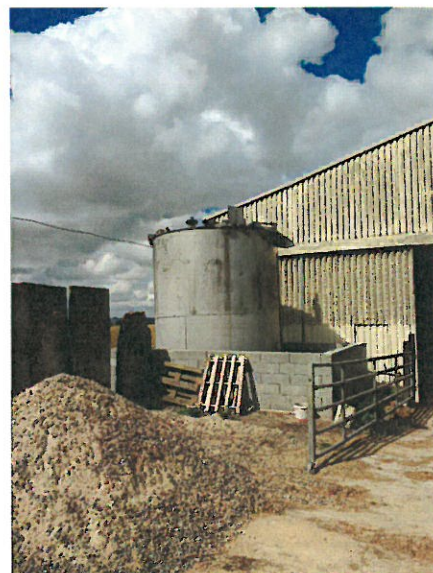
L'exploitation dispose d'une cuve à fuel de 5000 litres équipée d'un bac de rétention métallique de 5,85 m3, soit supérieure à la capacité de la cuve de stockage.

- L'azote liquide

L'exploitation dispose d'une cuve à azote liquide de 30 m3, elle est équipée d'un bac de rétention de 24 m3. Il est à préciser que le volume maximum livré est de 21 m3. Il est demandé un aménagement des prescriptions techniques.

- Les produits phytosanitaires

L'EARL VIVIER possède une surface agricole utile de 102.55 ha sur laquelle elle épand des produits phytosanitaires. L'exploitation dispose d'un local phytosanitaire. Il s'agit d'un container étanche.



L'aménagement du local « phyto » respecte les règles en vigueur :

- étanchéité,
- isolation thermique,
- solidité, et réaction au feu (matériaux incombustibles...).

Les quantités entreposées sont fonction de leur utilisation sur les cultures de l'exploitation (désherbants, fongicide, insecticides...)

Les produits vides sont conservés dans des sacs étanches pour éviter le déversement de résidus dans l'environnement. Les sacs sont récupérés par une entreprise privée ADIVALOR 2 fois par an.

Ce sont les personnes formées au Certiphyto qui manipulent les produits pour éviter tout risque d'accident. M Vincent VIVIER est en possession du Certiphyto.

3.8 EMISSIONS DANS L'EAU ET DANS LE SOL (ARTICLE 16)

En agriculture, des solutions techniques existent pour limiter les risques vis-à-vis de la ressource en eau, notamment :

- augmenter la couverture des sols en hiver, la part des prairies dans les assolements et les surfaces enherbées le long des cours d'eau ;
- sécuriser les sites de stockage (effluents d'élevage, matières dangereuses) ainsi que les sites de remplissage et de lavage du pulvérisateur ;
- sécuriser les filières d'utilisation des effluents organiques en agriculture ;
- équilibrer la fertilisation des cultures en utilisant des outils qui permettent de mieux connaître les besoins des plantes et les disponibilités du sol ;
- faire évoluer les systèmes de production vers des systèmes agricoles moins consommateurs d'intrants et plus respectueux de la ressource en eau.

- **Au niveau des bâtiments d'élevage**

L'ensemble des bâtiments d'élevage, avant et après projet, seront sur aire paillée intégrale. Ce mode de logement couvert limite les infiltrations dans le sol, dès lors que les conditions de paillage sont respectées, et qu'aucun écoulement n'est constaté à l'extérieur des bâtiments.

- **Au niveau des ouvrages de stockage**

L'exploitation ne compte aucun ouvrage de stockage d'effluents du fait de l'unique mode de logement en aire paillée intégrale, et du fait de la fréquence de curage à plus de 2 mois de stockage.

Les silos d'ensilage ne sont pas concernés du fait du taux de matière sèche des aliments stockés, maïs ensilage et pulpes surpressées. Des bâches protègent l'ensemble de ces silos à l'exception du front d'attaque. Il n'y a pas de risque d'écoulement.

- **Au niveau des pratiques d'épandage**

Les pratiques mises en œuvre par l'EARL VIVIER, lors des épandages des effluents produits par l'EARL des BOVINS permettent de réduire les phénomènes naturels :

- de ruissellement,
- de lessivage.

Ces phénomènes naturels sont susceptibles d'altérer la qualité des eaux par entraînement d'éléments polluants.

Dans le cadre du projet, il est prévu de normaliser les fumiers produits, toutefois au cas où un lot de fumier ne pourrait être normalisé du fait de résultats d'analyse non-conformes, un plan d'épandage de secours est joint à la présente étude, il intègre le respect des bonnes pratiques agricoles préconisées pour éviter le phénomène de ruissellement en surface et de lessivage en profondeur des éléments fertilisants.



- **Limitation des risques de lessivage**

Les épandages des effluents, qu'ils soient normalisés ou non, sont réalisés à des périodes adaptées en fonction de la culture réceptrice et du produit épandu. On tient ainsi compte des besoins de la culture en éléments nutritifs mais aussi de la nature du produit épandu pour que l'apport soit réalisé "à la bonne dose" et "au bon moment" tout en limitant "les fuites" dans le milieu. Cela se traduit par le respect des calendriers d'épandage spécifiques à chaque type de culture et chaque type de produit organique épandu, repris dans le PAN et le PAR (Directive Nitrates).

Parallèlement, l'exploitant raisonne la fertilisation, afin d'équilibrer les besoins des cultures d'une part et les apports cumulés au sol des engrais organiques et minéraux d'autre part. Il réalise des reliquats sortie d'hiver afin d'estimer le potentiel des réserves du sol et d'ajuster au mieux les apports nécessaires aux cultures. Ces pratiques permettent de limiter les risques de pollution diffuse de la ressource en eau, due au lessivage en profondeur de l'azote excédentaire.

Enfin, pour un meilleur suivi de la fertilisation raisonnée des parcelles retenues pour l'épandage des déjections animales, le producteur disposera de bordereau de sortie des effluents ou de fiche de marquage des différents lots produits. L'exploitant preneur tiendra à jour un cahier d'épandage, mentionnant notamment les dates d'apport, volumes d'amendements organiques et quantités d'azote épandues et les parcelles réceptrices. L'exploitant réalise également la rotation des cultures afin de limiter le lessivage de l'azote.

- **Limitation des risques de ruissellement**

Les risques de ruissellement sont très limités du fait de l'effluent produit, du fumier très compact pailleux. D'autre part les parcelles du plan d'épandage de secours ne disposent pas de pente supérieure à 2%.

En parallèle, les agriculteurs s'engagent dans des mesures de gestion de l'interculture en limitant les sols nus à l'automne. Les intercultures longues sont couvertes par des cultures pièges à nitrates. Ainsi, les sols de l'ensemble des parcelles au plan d'épandage sont couverts à l'automne :

- soit par une culture implantée fin d'été ou début d'automne (escourgeon, blé...),
- soit par une CIPAN (Culture intermédiaire piège à nitrates qui couvre le sol durant l'automne, dans l'attente de l'implantation de la culture de printemps).

- **Pratique de la fertilisation raisonnée**

L'exploitant s'engage à raisonner la fertilisation, afin d'équilibrer les besoins des cultures d'une part et les apports cumulés au sol des engrais organiques et minéraux d'autre part. Il réalise un bilan prévisionnel global de fertilisation permettant de calculer au plus juste les apports en fertilisation minérale en fonction des apports du sol et de la fertilisation organique, pour ne pas engendrer de sur-fertilisation des cultures en azote.

Des mesures de reliquats d'azote dans le sol en sortie d'hiver permettent également d'évaluer les réserves du sol et de calculer les apports de fertilisants pour couvrir les besoins des plantes.

Ces pratiques permettront de limiter les risques de pollution diffuse de la ressource en eau, due au lessivage en profondeur de l'azote excédentaire.

- **Au niveau des produits phytosanitaires**

Les exploitants, applicateurs de produits phytosanitaires, ont été formés à l'utilisation de ces produits dans le cadre d'une formation spécifique appelée CERTIPHYTO.

D'autre part, l'EARL VIVIER adhère au cahier des charges GLOBAL GAP. Ce programme prévoit une application adaptée des produits phytosanitaires sur la culture de pommes de terre de consommation commercialisée par McCain. Le certificat Global Gap, le rapport d'inspection et de certification, de l'EARL VIVIER sont joints en annexe 8. En cas de non-respect du cahier des charges, McCain se réserve le droit de ne pas commercialiser les légumes.

- **Au niveau de l'abreuvement des animaux**

Les animaux sont abreuvés par l'intermédiaire d'abreuvoirs anti-lapage. Cela permet de limiter le gaspillage et les fuites d'eaux. Il y a un seul abreuvoir par parc. L'éleveur ne laisse pas les animaux sans surveillance pendant plus de 2 heures dans la journée.



- **Au niveau de la gestion des déchets**

Les déchets produits (bidons vides entre autres), sont stockés spécifiquement dans des sacs étanches dans l'attente d'être recyclés. La gestion des déchets est traitée au point 3.17 Déchets et sous-produits animaux (articles 33 à 35).

3.9 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU (ARTICLES 17, 18, 19)



L'exploitation dispose d'un forage privé dont le dossier technique est joint en annexe 24. Ce forage permet d'alimenter en eau les bâtiments d'élevage. Le débit maximum par heure est de 2.8 m3.

L'éleveur relève le compteur 1 à 2 fois par an. A l'avenir, il enregistrera les consommations une fois par mois.

Avec l'effectif actuel de 399 bovins, la consommation annuelle est de 1700 m3. Ce qui représente une consommation moyenne de 11 litres / jour / bovin (tous âges confondus). Compte tenu de la faible quantité constatée par rapport à la bibliographie, un relevé a été établi sur une période de 100 jours, soit 633 m3. Cette consommation porte la consommation moyenne par animal et par jour à 15.8 litres environ, c'est ce chiffre qui est retenu.

Le débit du forage est relativement faible, et il n'est envisagé aucun changement du dispositif. Lorsque l'effectif bovin sera doublé, il est probable que l'exploitation ait nécessité à se connecter au réseau. Le réseau d'eau public est déjà présent sur l'exploitation pour l'alimentation en eau de la maison d'habitation.

Des clapets antiretour sont installés sur les deux réseaux privé et public afin de protéger l'eau du réseau de toute contamination.

A terme, la consommation en eau sera multipliée par deux, soit 4614 m3. L'essentiel sera prélevé sur le forage privé. A ce jour, il est difficile d'estimer la quantité d'eau qui sera prélevée sur le réseau public (peut-être pas de prélèvement). Ces deux volumes seront consignés sur un carnet de suivi des consommations.

3.10 GESTION DU PATURAGE ET DES PARCOURS EXTERIEURS (ARTICLE 22)

L'exploitation ne possède pas de prairie ou de parcours extérieurs pour les animaux. L'élevage de taurillons est généralement réalisé en bâtiment sur toute l'année.

3.11 COLLECTE ET STOCKAGE DES EFFLUENTS (ARTICLE 23)

L'exploitation va produire des effluents d'élevage de type fumier très compact pailleux. Le stockage de ses effluents est autorisé aux champs selon l'annexe I, § II 2° « stockage de certains effluents au champ » relatif au programme d'actions national consolidé du 14/10/2016 (joint en annexe 9), à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés au champ à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- le fumier doit naturellement tenir en tas ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation de la parcelle réceptrice ;
- le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d'un produit homogène et limiter les infiltrations ;
- le tas ne peut être mis en place sur les zones où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables ;



- la durée de stockage ne dépasse pas 9 mois ;
- le tas ne doit pas être présent aux champs du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme de la paille) ou en cas de couverture du tas.
- Le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans ;
- L'ilot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d'enregistrement des pratiques.

Le tas doit être constitué en cordon, en barrant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2.5 mètres de hauteur.

Le projet ne va pas faire évoluer la situation, les animaux produiront toujours des fumiers compacts non susceptible d'écoulement et seront stockés au champ.

3.12 REJETS DES EAUX PLUVIALES (ARTICLE 24)

Les objectifs de la gestion des eaux pluviales :

- Gérer l'aspect quantitatif en organisant la rétention, la régulation, et le rejet des eaux pluviales dans le réseau superficiel existant, afin d'éviter des ruissellements intempestifs qui peuvent générer des inondations en aval.
- Gérer l'aspect qualitatif en mettant en place des ouvrages de prétraitement qui évitent la pollution des milieux naturels et préservent la nappe phréatique.

Les eaux pluviales issues des toitures des bâtiments sont récupérées via un réseau de gouttières et chenaux, raccordé sur des descentes. Les eaux pluviales regagnent les 3 cuves présentes, d'un volume global de 95 000 litres, dont une cuve de 30 m³ itinérante.

Les eaux pluviales n'ont pas de contact avec des matières qui pourraient les souiller comme les effluents d'élevages, des produits phytosanitaires, etc.

Le réseau d'évacuation des eaux pluviales apparaît sur les différents plans à l'échelle 1/1000^{ème}.

Dans le projet la gestion des eaux pluviales se fera de la même manière. L'eau pluviale sera recueillie puis rejeté vers le milieu naturel à l'arrière des bâtiments (puits d'infiltration), derrière le nouvel hangar pour le stockage de la paille.

3.13 PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES (ARTICLE 25)

Comme toute activité humaine, les pratiques agricoles peuvent entraîner des pollutions de la ressource en eau : des solutions existent pour limiter ces risques de contamination des eaux souterraines et des cours d'eau.

L'agriculture peut être à l'origine de trois types de pressions sur les ressources en eau et les milieux aquatiques :

- la pollution par les nitrates et le phosphore du fait des apports d'engrais ou d'effluents organiques non utilisés par les plantes ;
- la pollution par les pesticides du fait d'une utilisation excessive de ces produits ou de leur dégradation incomplète ;
- la pollution par la présence de matières en suspension dans les cours d'eau suite à des phénomènes d'érosion et de ruissellement.



En agriculture, des solutions techniques existent pour limiter les risques vis-à-vis de la ressource en eau, notamment :

- augmenter la couverture des sols en hiver, la part des prairies dans les assolements et les surfaces enherbées le long des cours d'eau ;
- sécuriser les sites de stockage (effluents d'élevage, pesticides) ainsi que les sites de remplissage et de lavage des pulvérisateurs (pesticides) ;
- sécuriser les filières d'utilisation des effluents organiques en agriculture ;
- équilibrer la fertilisation des cultures en utilisant des outils qui permettent de mieux connaître les besoins des plantes et les disponibilités du sol ;
- faire évoluer les systèmes de production vers des systèmes agricoles moins consommateurs d'intrants et plus respectueux de la ressource en eau.

- **Protection des eaux souterraines au niveau du site d'exploitation :**

Sur le site d'exploitation, tous les aménagements nécessaires ont été réalisés pour le rendre «étanche» afin de limiter toute infiltration d'eaux «souillées» dans le milieu. Le projet présenté maintient ces exigences :

- Les bâtiments sont entièrement couverts et ainsi aucune zone de circulation des animaux n'est soumise à la pluie,
- Les ouvrages de stockages, comme les silos, sont couverts par des bâches étanches.

Ainsi il n'y a pas de risque qu'une eau souillée par un quelconque produit ne s'infiltre dans les nappes.

Le puit de captage présent sur l'exploitation est à plus de 35 m de la cuve de fioul. De plus, la cuve de fioul possède un bac de rétention en cas de fuite.

Le forage est situé à moins de 35 mètres du local phytosanitaire. Malgré la proximité, on peut considérer que le forage est protégé, en effet la tête de forage est surélevée. Le forage est réalisé selon les règles de l'art, il respecte l'arrêté du 11/09/2003. D'autre part, le local phytosanitaire est étanche, chaque étagère est équipée de bac de rétention.

L'eau de captage est protégée des matières pouvant la polluer.

- **Protection des eaux souterraines au niveau de l'épandage :**

Les pratiques mises en œuvre lors des épandages des effluents produits par l'EARL des BOVINS permettent de réduire les phénomènes naturels de ruissellement et de lessivage.

Ces phénomènes naturels sont susceptibles d'altérer la qualité des eaux par entraînement d'éléments polluants.

Le plan d'épandage de secours joint à la présente étude intègre le respect des textes ICPE et le respect du PAN, pour éviter le phénomène de ruissellement en surface et de lessivage en profondeur des éléments fertilisants.

Voir 3.8 « Emissions dans l'eau et dans le sol » et 3.14 « Epandage et traitement des effluents »

Les mesures prises par l'EARL des BOVINS et de l'EARL VIVIER pour limiter l'impact de leur activité sur la ressource en eau sont principalement :

- Le respect de la mise aux normes environnementale des bâtiments d'élevage en référence au texte ICPE et au PAN (Programme d'Actions National) avec notamment la maîtrise totale des effluents, réduisant ainsi toute source de pollution ponctuelle ;
- La souscription au cahier des charges GLOBAL GAP, pour limiter les intrants : produits phytosanitaires et fertilisation azotée ;
- La réduction des eaux pluviales souillées grâce à l'existence d'un réseau de collecte spécifique des eaux pluviales ;
- Le respect des préconisations du PAN en matière de calendrier d'épandage ou de détermination des apports de fertilisants, réduisant ainsi les sources de pollutions diffuses ;
- L'usage de couverts végétaux en interculture afin de limiter les sols nus en hiver et les risques de ruissellement et de lessivage.



3.14 GESTION DES EFFLUENTS (ARTICLES 26 A 30)

L'EARL des BOVINS exploite un atelier de 399 bovins à l'engraissement. Il s'agit de taurillons qui arrivent sevrés à l'âge de 8 à 9 mois. Ces derniers sont engraisés pendant une période de 10 à 11 mois, avec un âge moyen à la vente de 19 mois.

M Vincent VIVIER, représentant de l'EARL des BOVINS a pour projet de développer la production de taurillons en doublant les effectifs. Ce projet passe par la construction de nouvelles aires de vie en aire paillée intégrale pour la production de fumiers très compacts pailleux.

Au terme des travaux de construction, le site de Haute-Visée accueillera au total 800 taurillons tous âges confondus.

Cette hausse de production va entraîner une augmentation du volume de fumiers. La totalité des fumiers produits (existant et projet) nécessiterait à terme une surface de 145 à 165 ha de surfaces annuellement épandues. M VIVIER souhaite normaliser les effluents en vue de les commercialiser ou échanger contre de la paille, auprès d'agriculteurs locaux demandeurs de ce type d'engrais. Cette normalisation des effluents d'élevage permet également de s'affranchir de la réalisation d'un plan d'épandage.

Un plan d'épandage dit de secours sera mis en place sur les parcelles de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien par sécurité. Ces surfaces permettront notamment d'épandre les fumiers qui ne répondraient pas aux critères de normalisation. L'EARL VIVIER dispose de 100.20 ha de SAU, et l'EARL Derbaudrenghien dispose de 82 ha de SAU. L'ensemble de ces surfaces est mis à disposition de l'EARL des Bovins. Des contrats de mises à disposition sont joints en annexe 12.

3.14.1 Etape 1 : évaluation de la production d'effluents : le type d'effluents, les quantités et qualités.

L'EARL des BOVINS projette d'atteindre les effectifs décrits dans le tableau suivant.

Ce tableau donne le détail de l'azote organique produit, exclusivement maîtrisable, puisque les animaux ne disposent d'aucune prairie. Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode « Dixel ». Les résultats du diagnostic Dixel après projet, sont joints en annexe 11.

Catégorie d'animaux	Effectifs	Quantité d'Azote par animal	Azote organique total	Azote organique maîtrisable	Azote organique pâturant
Taurillons 1 – 2 ans	598	40.5	24 219	24 219	0
Taurillons de moins d'1 an	202	20	4040	4040	0
Total	800		28 259	28 259	0

Compte tenu du mode de logement adopté, l'exploitation ne produira qu'un seul type d'effluent :

- Les valeurs théoriques du Dixel annoncent 5020 tonnes de fumiers compact avec une valeur moyenne de 5.6 kg N / T de fumier, cette teneur oscille entre 3.53 à 6.25 kg N / Tonne, en fonction de la catégorie animale.
- L'exploitant dispose de résultats d'analyses de fumiers, la valeur en azote total oscille entre 5.8 et 9.6 kg N par tonne. Les quantités produites avant-projet sont à estimer à 2400 tonnes, avec une teneur en moyenne à 7.7 kg N / tonne. La quantité annuelle d'azote organique serait après projet de (2400 tonnes x 2 x 7.7 kg =) 36 960 kg, soit un surplus de 30% par rapport aux résultats théoriques du Dixel.

Le projet est de normaliser une partie des fumiers produits (un peu moins de 70%), il est obligatoire de réaliser des analyses régulières, entre autre sur la valeur agronomique de l'effluent. Les éléments cités ci-dessus seront à adapter en fonction des tonnages sortis et des teneurs en éléments fertilisants.

Sur les surfaces mises à disposition par l'EARL Derbaudrenghien, d'autres amendements organiques sont épandus : des fientes de poules normalisées et des écumes. Ses amendements sont pris en compte dans le Dixel pour établir le bilan de fertilisation après projet. Ils ne sont pas repris dans l'hypothèse d'un épandage de l'ensemble des fumiers non normalisables sur les terres mises à disposition.



3.14.2 Etape 2 : Détermination des surfaces d'épandage.

Avant-projet, les fumiers produits sont épandus, pour un tiers (900 tonnes) sur les surfaces de l'EARL VIVIER, structure à l'origine de l'atelier d'engraissement. Les deux tiers restants (1600 tonnes environ) sont échangés contre de la paille. Une partie de ces fumiers sont échangés avec l'EARL Derbaudrenghien, qui dans le cadre du projet met la totalité de sa surface à disposition.

Dans le cadre du projet et de la nouvelle structure, EARL des BOVINS, les pratiques vont peu évoluer. Toutefois, compte tenu du changement de structure, il est nécessaire de réaliser des contrats de mise à disposition entre l'EARL VIVIER, l'EARL Derbaudrenghien et l'EARL des BOVINS, puisque cette dernière ne dispose pas de surface agricole utile. Les conventions de mise à disposition se trouvent en annexe 12.

Moins de 3500 tonnes seront normalisées par an, il est donc nécessaire de disposer d'un plan d'épandage pour le solde des fumiers soit 1522 tonnes. Ce plan d'épandage peut être considéré de secours en cas de non-conformité à la norme.

• **Les communes du plan d'épandage**

Le plan d'épandage déposé par l'EARL des BOVINS, au travers des parcelles de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien, se situe sur les communes suivantes :

DOULLENS	126.42
GROUCHES LUCHUEL	2.17
BOUQUEMAISON	11.31
OCCOCHES	2.21
NEUVILLETTE	32.71
BARLY	4.23
CANTELEUX	3.15
Surface disponible	182.20

• **Etablissement du plan d'épandage**

La S.A.U. (Surface Agricole Utile) mise à disposition par l'EARL VIVIER et l'EARL Derbaudrenghien est composée exclusivement de terres labourables destinées aux cultures.

Le détail des ilots et des surfaces est repris en annexe 13, ainsi que les éléments de cartographie au 1/12500^{ème}.

Compte tenu de l'intégration en zones vulnérables, l'EARL VIVIER et l'EARL Derbaudrenghien doivent tenir à jour un cahier d'épandage où sont indiqués, pour chacune des surfaces réceptrices épandues :

- Les superficies effectivement épandues.
- En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée.
- Les dates d'épandage.
- La nature des cultures.
- Les rendements des cultures.
- Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral.
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).



- **Surface potentiellement épandable SPE:**

L'EARL VIVIER et l'EARL Derbaudrenghien comptent une surface mise à disposition de 182.20 ha. Pour obtenir la surface potentiellement épandable, il faut déduire de la SAU les surfaces proches des activités humaines ou PAH (habitation, magasins, bureaux, usines...), les surfaces proches des points d'eau ou PPE, les fortes pentes. Le plan d'épandage est concerné par les pentes, les jachères fixes et l'emprise du projet.

Pour rappel, les périmètres d'exclusions pour les fumiers très compacts pailleux (après deux mois sous les pattes) sont de 15 mètres autour des habitations tiers, de 35 m autour des cours d'eau.

Le tableau en annexe 13, détaille les exclusions pour le périmètre de 15 mètres autour des tiers, les exclusions liées à l'inclusion de parcelles d'épandage dans un périmètre rapproché de captage d'eau potable, les exclusions liées à la pente de la parcelle.

Il y a des exclusions, la surface potentiellement épandable est donc pour l'ensemble des deux exploitations prêteuses de terres, de 176.26 ha.

La carte IGN à l'échelle 1/12500^{ème}, en annexe 13, permet d'apprécier le plan d'épandage de secours. Elle permet également la présentation du parcellaire dans son environnement.

- **SD170 ou SAU**

Cette surface était autrefois calculée en ZV, pour connaître la charge en azote organique sur la surface dite Directive Nitrates, sur laquelle on ne pouvait excéder les 170 kg N Organique / ha de SD 170. Cette surface n'est plus à calculer, maintenant on retient la SAU totale pour effectuer le ratio de la charge en azote organique par ha.

La zone qui englobe le plan d'épandage est nouvellement classée en ZV. Il est donc nécessaire de vérifier si la pression de l'exploitation par rapport aux terres mises à disposition reste cohérente. Sur cette surface SAU, l'exploitant doit respecter une quantité maximale d'azote contenu dans les effluents d'élevage épandus annuellement de 170 kg par hectare de SAU.

La quantité d'azote organique totale produite sur l'année sera à terme de 28 259 kg (résultat du Dexel après projet), soit 5020 tonnes.

Volontairement, pour ne pas dépasser à la fois un tonnage journalier de 10 tonnes (régime de déclaration), et rester en dessous de 3500 tonnes par an (pour limiter le nombre d'analyse, seuls 3498 tonnes seraient normalisées). Le reste des fumiers produits sera épandu sur les terres mises à disposition. Toutefois, si l'ensemble des fumiers ne répondraient pas à la norme, il faut définir la SAU nécessaire pour épandre la totalité des fumiers.

Compte tenu de la surface du plan d'épandage à 182.20 ha, en cas d'absence totale de normalisation, il serait possible d'épandre l'ensemble des fumiers sur cette surface, d'un point de vue réglementaire. Le chargement en azote organique issu des effluents serait de 155 kg N organique / ha de SAU. Un dexel est joint en annexe 11.

D'un point de vue agronomique, cette possibilité ne serait qu'exceptionnelle. Toutefois au vu des résultats d'analyses, il est peu probable que l'ensemble des fumiers ne soit pas normalisable. Quatre analyses sur 4 répondent aux critères agronomiques de la norme, soit 100% du tonnage, cf. résultats d'analyses jointes en annexe 16. En admettant un volume de 25% des tonnages qui ne répondraient pas à la norme, soit 1255 tonnes, les surfaces du plan d'épandage seront suffisantes. Dans la pratique actuelle, les deux exploitations mettant à disposition des terres au plan d'épandage épandent environ 1600 tonnes. Cette quantité peut évoluer dans le temps vers une légère augmentation de 200 tonnes, comme le montre les contrats de mise à disposition.

Dans la pratique, ce sont les têtes d'assolement qui reçoivent des fumiers tels que les pommes de terre, le maïs, les blés et les betteraves sucrières. Le dernier assolement en place sur les surfaces du plan d'épandage de secours fait état de 6.8 ha de pommes de terre, 19.24 ha de maïs ensilage, 5 ha de blé et 13.48 ha de betteraves sucrières. Ces surfaces permettent d'épandre 36.4 tonnes / ha à raison de 44.5 ha soit 1620 tonnes. Ce tonnage correspond à 32% de la production totale, il est supérieur au 25 % potentiellement non conforme, et définis précédemment, qui ne pourraient répondre à la norme.

Le volume de fumiers non épandu sur les parcelles mises à disposition de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien, d'environ 3498 T, devra obligatoirement être commercialisé ou échangé sous forme de fumiers normalisés et épandu sur d'autres surfaces agricoles.

La démarche de normalisation des fumiers mise en œuvre par Vincent VIVIER sera développée dans le paragraphe « Gestion des effluents non épandus » dans la suite de cette étude.



- **Classification des sols pour leur aptitude à l'épandage**

L'épandage consiste en la répartition homogène des effluents sur des terrains agricoles. Le recyclage des effluents est réalisé par les plantes cultivées. Il est important cependant de ne pas perturber le milieu récepteur car :

- Le sol doit rester fertile et garder son potentiel de production ;
- Le sol doit maintenir ses potentialités d'épuration ;
- Les eaux de percolation doivent être de qualité satisfaisante.

L'épandage devra donc se pratiquer sur les sols jugés aptes à recevoir des effluents. Les critères pédologiques qui permettent de juger de cette aptitude sont :

- La profondeur : elle détermine le volume et donc la quantité de sol qui sera en contact avec l'effluent, ainsi que la réserve en eau. La dégradation des effluents sera d'autant meilleure que la profondeur sera importante.
- L'aération : elle conditionne l'évolution des matières organiques apportées et le fonctionnement des plantes. Dans les sols aérés, les plantes se développent correctement et les effluents sont facilement dégradés. Dans les sols anoxiques, gorgés d'eau (sols hydromorphes), les plantes auront des difficultés à se développer et les effluents seront difficilement dégradés.
- La texture : la composition granulométrique du sol ou texture (proportion de sable, limon et argile) détermine la structure et donc la porosité du sol. Par exemple, un sol sableux sera très filtrant, tandis qu'un sol argileux le sera moins.

En outre ces terrains ne doivent pas présenter de risque :

- De ruissellement ;
- De percolation rapide ;
- De circulation latérale vers des zones sensibles.

Classiquement, l'aptitude des sols à l'épandage est définie suivant trois classes :

- **Classe 0.** Sont concernés :
 1. Les sols humides sur au moins 6 mois de l'année (forte saturation en eau - hydromorphie). Ils sont caractérisés par la présence de traces d'oxydo-réduction apparaissant dès la surface ;
 2. Les terrains de très forte pente ($> 15\%$) ;
 3. Les sols très peu profonds ($< 20\text{ cm}$) ;
 4. Les sols de texture très grossière sur roches.

Aptitude à l'épandage : Nulle

- **Classe 1.** Cette classe concerne :
 1. Les sols moyennement humides (saturés en eau 2 à 6 mois par an). Des traces d'oxydoréduction sont visibles à partir de 30 - 40 cm,
 2. Les terrains de pente moyenne (5 à 15 %),
 3. Les sols moyennement profonds (de 30 à 60 cm),
 4. Les sols riches en cailloux, graviers et sables grossiers autres que la craie.

La période favorable à l'épandage se limite généralement pour ces sols à la période de déficit hydrique (déterminée localement en fonction du climat). Les risques de lessivage ou de ruissellement sont d'autant plus limités que les épandages sont réalisés correctement, c'est-à-dire sur des sols très bien ressuyés, en période peu pluvieuse et au plus proche des besoins des plantes ou sur des parcelles implantées en prairies.

Aptitude à l'épandage : Moyenne

- **Classe 2.** Cette classe concerne :
 1. Les sols de composition équilibrée, bien drainés. Le ressuyage y est assez rapide (moins de 2 jours après une pluie importante).
 2. L'hydromorphie est nulle ;
 3. Les terrains de pente faible ($< 5\%$) ;
 4. Les sols profonds (60 cm et plus).

Bonne aptitude à l'épandage



La principale source d'informations pour effectuer cette cotation, sont nos agriculteurs MM. VIVIER et Derbaudrenghien.

Des outils tels que la carte topographique élaborée à l'aide du MNT ou modèle numérique de terrain, la carte géologique, les cartes IGN, les orthophotoplans et une carte des sols à l'échelle du département, nous a permis de vérifier que l'ensemble des surfaces est apte à l'épandage, classe 2.

Cette carte des sols a été établie sur la base de sondage de terrain le service des Sols de la Chambre d'Agriculture de la Somme, sur un modèle proposé par l'INRA, entre 2006 et 2012 ; les principaux sols rencontrés dans ce secteur sont :

- limons purs,
- limons crayeux,
- limons argileux.

Toutes les parcelles sont en classe 2 ou bonne aptitude à l'épandage.

Pour les îlots, classés 2 ou en bonne aptitude à l'épandage, les recommandations sont essentiellement réglementaires :

- ⇒ Respect du calendrier d'épandage lié à la définition des zones vulnérables et de son programme d'actions. Par défaut, on l'appliquera à l'ensemble des surfaces du plan d'épandage.
- ⇒ Respect du code des Bonnes pratiques agricoles : ne pas épandre sur sols enneigés, inondés ou détrempés.

3.14.3 Etape 3 : Evaluation des quantités de déjections pouvant être épandues sur la SAU.

Pour la réalisation du bilan global de fertilisation, les calculs seront effectués sur la totalité des surfaces de l'EARL VIVIER et de l'EARL Derbaudrenghien à savoir 182.20 ha desquels il faut soustraire l'emprise du projet.

- **Définition moyen de l'assolement des deux structures, identique avant et après projet**

Structures / cultures	EARL VIVIER, avant-projet et après projet	EARL Derbaudrenghien, avant et après projet	Total
Blé	44.76	51.58	96.34
Escourgeon	4.75	3.92	8.67
Colza		3.17	3.17
Pommes de terre	24.2	6.8	31
Betteraves sucrières	5.51	7.97	13.48
Maïs ensilage	19.24		19.24
Jachères	1.24	2.17	3.41
Lin fibres		6.39	6.39
Emprise projet	0.5		0.5
Total	100.20	82	182.20

Les successions culturales sont biennales : céréales / têtes d'assolement, toutefois les apports de fumiers sont réalisés tous les 3 à 4 ans.



- **Bilan global de fertilisation N : résultats du Dexel en annexe 11.**

La balance globale azoté ou BGA, permet de comptabiliser :

- d'une part l'azote qui sera exporté par les cultures à l'aide de coefficients d'exportation liés au rendement de la culture, le tableau des exportations par les productions végétales – références CORPEN est joint en annexe 25.
- d'autre part la couverture de ces exportations par l'azote produit par les bovins.

Cultures	Surface (ha)	Rendement moyen	Exportation kg/ha	Exportation (kg N)
Blé	96.34	93.62 qx	234	22543.56
Orge - Escourgeon	8.67	95 qx	199.5	1729.66
Betteraves industrielles	13.48	94 T	188.2	2536.60
Maïs ensilage	19.24	20 tMS	250	4810.00
Pomme de Terre conso	24.2	41 T	143.5	3472.70
Pommes de terre fécule	6.8	55 T	192.5	1309.00
Colza	3.17	40 qx	140	443.80
Lin fibres	6.39	6 T	60	383.40
jachères	3.41	0	0	0
Emprise	0.5			
Total	182.20			
TOTAL EXPORTATIONS				37228.12
Apports organiques	Nature			Azote organique (kg)
	Fumier 1620 tonnes			9125
	Fientes normalisées			2300
	Ecumes			450
TOTAL IMPORTATIONS organiques Azotées (Kg)				11875
BALANCE AZOTEE AVANT APPORT AZOTE MINERAL				-25353.12
Surface totale à disposition des épandages 181.7 ha Soit				-139.53 kg / ha
Pression organique en kg /ha SAU				65.35 kg/ha

Couverture des exportations des cultures par l'azote organique produit : 31.9%

Les apports d'engrais de ferme ne couvrent pas la totalité des exportations des cultures. Le complément est apporté sous forme d'engrais minéral. L'exploitation pourrait épandre davantage de fumiers mais l'EARL des BOVINS fait le choix d'exporter en échange de stock de paille. La normalisation permettra de continuer cet échange sans engagement de la part des preneurs. Ces derniers devront, dès lors que leur exploitation est située en zones vulnérables, tenir un cahier d'épandage.

Les doses d'azote seront définies à la culture selon la méthode des bilans en fonction :

- ◇ des besoins de la culture
- ◇ des conditions climatiques,
- ◇ du type de sol,

- ◇ des pratiques réalisées sur la culture précédente,
- ◇ de la nature des apports organiques.

Principes de la fertilisation raisonnée :

BESOINS

BESOINS DE LA CULTURE
AZOTE NON DISPONIBLE



FOURNITURES

RELIQUAT SORTIE HIVER
MINERALISATION DE L'HUMUS
EFFET PRECEDENT
APPORT ORGANIQUE
ENGRAIS MINERAUX



Les résultats du Dexel après projet, nous donne une balance globale azotée, avant apport d'azote minéral de **-139.16 kg / ha** de SAU. Des apports d'engrais minéraux seront réalisés pour assurer de bons rendements. Ces apports pourront être affinés, dès lors que les fumiers seront épandus. La fertilisation minérale sera corrigée en fonction de ces apports.

La fertilisation sera raisonnée au mieux sur l'ensemble de l'exploitation.

L'assolement sera maintenu en l'état, et les quantités de fumiers épandues sur l'exploitation seront maintenues également. Il y a peu d'évolution entre les résultats avant et après projet sur les Dexel avant et après projet.

☛ **Calendrier d'épandage prévisionnel :**

Produits épandus	Cultures envisagées	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J
Fumier	Betteraves sucrières												
	Pommes de terre												
	Blé												
	maïs												

 Mois d'apport des effluents

Les effluents produits seront essentiellement épandus sur les têtes d'assolement : maïs, betteraves, blé et pommes de terre.

Les épandages de fumier seront réalisés exclusivement en sortie de moisson en aout et septembre.

3.14.4 Gestion des déjections non épandu : normalisation

A terme l'EARL des BOVINS va produire 5020 tonnes de fumiers. L'objectif est de normaliser 3498 tonnes de ces produits, afin de rester en dessous des seuils de 10 t / jour.

Le plan d'épandage préexistant à cette étude est caduc. Un plan d'épandage, également appelé plan d'épandage de secours sera mis en place pour pallier d'éventuels défauts de normalisation des fumiers produits et épandre les fumiers non normalisés.

La normalisation des fumiers facilitera leur commercialisation. En effet, la normalisation d'un produit organique est le signe garant que ce produit réponde à une norme et donc respecte un certain nombre de critères qualitatifs. Pour être normalisé, un produit organique doit être stable et garantir la même composition pour le lot commercialisé. De plus, la normalisation d'un produit organique lui confère une certaine image de marque qui constitue un point positif pour sa commercialisation.

Les normes sont élaborées et mises à jour par des bureaux de normalisation nommés par les professionnels des secteurs concernés et sous l'égide de l'AFNOR. Concernant les matières organiques, il existe 2 bureaux de normalisation : le BNAME (Bureau de Normalisation pour les Amendements Minéraux et Engrais) et le BNSCAO (Bureau de Normalisation pour les Supports de Culture et les Amendements Organiques).

Ainsi plusieurs normes françaises, rendues d'application obligatoire, existent concernant les matières fertilisantes et supports de cultures organiques produites à partir de déchets organiques.

C'est le cas notamment de la norme NF U44-051 relative aux amendements organiques destinés à l'amélioration des sols et des supports de culture. La réglementation de la norme entre dans le cadre d'une réglementation globale (articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime et leurs textes d'application : décrets, arrêtés, avis, etc.) appliqué aux matières fertilisantes et aux supports de cultures.

Quelques analyses de fumiers ont été réalisées au sein de l'EARL VIVIER, sur l'élevage existant. Ces résultats, comparés aux teneurs demandées dans les normes, nous permettent de classer les fumiers de bovins dans la norme NF U44-051. Ces résultats sont décrits ci-après et sont comparés aux exigences de la norme.



Quantité et fréquence de sortie des lots de fumier et leurs modalités de stockage avant analyse et vente éventuelle à des tiers (fréquence d'arrivée des bovins et donc le nombre de curage et de lots de fumier générés).

Comme le montre le tableau ci-dessous, les fumiers sont curés tous les deux mois quelques soit les entrées et sorties des animaux, les quantités de fumier par périodes sont identiques, en quantités comme en qualité (valeur agronomique).

Exemple d'organisation de gestion des lots	Quantité produite en tonnes sur la période de 2 mois	Quantité à normaliser sur la période : inf. à 10 t / jour et inf. à 3500 t / an	Quantité de fumier, sans normalisation
15/02	836.66	583	253.66
15/04	836.66	583	253.66
15/06	836.66	583	253.66
15/08	836.66	583	253.66
15/10	836.66	583	253.66
15/12	836.66	583	253.66
Total	5020.00	3498	1522

Il n'est pas envisagé de stockage puisqu'à leur sortie les fumiers auront deux mois sous les pattes des animaux. Un prélèvement de fumier sera réalisé sous les animaux quelques jours avant le curage des aires paillées. En fonction des résultats, les fumiers seront marqués ou non. S'ils répondent à la norme, ils seront vendus ou échangés, puis épandus sur des terres non incluses dans le plan d'épandage de secours, cette fraction doit représenter 68% environ du tonnage produit, soit 3420 tonnes environ.

Il ne sera pas nécessaire de faire des analyses pour les fumiers qui seront épandus sur les terres mise à disposition, cette fraction représente la différence soit 32%, soit 1600 tonnes.

Dans le fonctionnement classique d'une exploitation de bovins à l'engraissement, il y a des arrivages de bovins tous les 15 jours environ, ainsi que des départs, pour éviter de laisser des unités vacantes. Cette pratique ne perturbe en rien la fréquence de curage des parcs, les animaux entrants seront installés dans des parcs non curés. A chaque départ, les animaux avancent d'un parc pour limiter la contention des bovins et les risques d'accident.

- La norme NF U44-051

La norme NF U44-051, qui relève du BNSCAO, concerne les amendements organiques qui sont des produits destinés à améliorer les sols en place et/ou les supports de culture. Cette norme n'est pas applicable aux matières fertilisantes organiques qui contiennent plus de 3% sur la matière brute de l'un des éléments majeurs (N, P2O5, K2O). Les amendements organiques doivent également respecter $N + P2O5 + K2O < 7\%$ sur MB. Le taux de matière sèche est strictement supérieur à 30%.

La norme spécifie 11 dénominations de type d'amendements organiques sans engrais. Le tableau suivant nous donne les seuils en matière organique par dénomination (exprimés sur le brut) :

N°	Dénomination du type	Seuils sur le brut
1	Fumiers	MO \geq 20%
2	Déjections animales sans litière	MO \geq 25%
3	Fumiers et/ou lisiers et/ou fientes compostés	MO \geq 20%
4	Compost vert	MO \geq 20%
5	Compost de fermentescibles alimentaire et/ou ménager	MO \geq 20%
6	Matière végétale	MO \geq 20%
7	Matières végétales en mélange	MO \geq 25%
8	Mélange de matières végétales et de matières animales	MO \geq 25%
9	Compost végétal	MO \geq 20%
10	Compost de matières végétales et animales	MO \geq 20%
10b	Compost de champignonnière	MO \geq 15% et CaO \geq 7 %

Ici c'est donc la dénomination n°1 « Fumiers » de la norme NF U44-051 qui nous intéresse pour les amendements organiques de l'EARL des BOVINS. L'exploitation produit des fumiers : déjections animales avec litière. Les amendements organiques normalisés doivent dans un premier temps respecter un taux de MS \geq 30 % de la MB et avoir un taux de Matière Organique (MO) \geq 20% de la MB.



Le tableau ci-après présente les teneurs demandées par la norme NF U44-051 pour la dénomination n° 1. Ce tableau reprend également les principales teneurs des fumiers issues d'analyses réalisées (jointes en annexe 16) par l'EARL VIVIER et l'EARL des Bovins.

Type	1	Teneur des fumiers de l'EARL des BOVINS (En % de produit brut) 2016
Dénomination de la Norme	NF U44-051 « Fumiers » Teneurs minimales (% de produit brut)	
Matières sèches	>30%	36%
Matières organiques	≥20%	27.92%
Azote total	<3%	0.96%
Dont Azote organique	-	0.672%
Acide phosphorique P ₂ O ₅	<3%	0.43%
Potasse K ₂ O	<3%	1.56%
Magnésium total (MgO)	<7	0.36%
C/N	>8	14.5

Compte tenu de la composition des fumiers de bovins produits par l'EARL des BOVINS, ces derniers sont assimilables à la dénomination de type 1 – *Fumiers*.

La définition de la dénomination de type 1 – **Fumiers** : le produit correspond à des déjections animales avec litière qui sont issues de l'agriculture, des centres équestres et des aires d'attente des abattoirs. Le produit ne subit aucune transformation.

De plus, pour pouvoir prétendre à la norme NF U44-051 il est impératif de respecter également des seuils minimums sur les critères d'innocuité. L'exploitation a fait une analyse sur ces critères, les résultats sont correctes cf. annexe 16. Les seuils sont répertoriés dans les tableaux ci-dessous.

Eléments traces métalliques : ETM	Seuils		Flux maximal	
	En mg/kg MS	En mg/kg MO	Sur 10 ans en g/ha	Par an en g/ha
As	18	-	900	270
Cd	3	-	150	45
Cr	120	-	6000	1800
Hg	2	-	100	30
Ni	60	-	3000	900
Pb	180	-	9000	2700
Se	12	-	600	180
Cu	300	600	10000	3000
Zn	600	1200	30000	6000

Norme NF EN 13 650

Paramètres	Flux limites (g/ha/an)	Teneurs limites (mg/kg MS)
Fluoranthène	6	4
Benzo(b) fluoranthène	4	2.5
Benzo(a) pyrène	2	1.5

Méthode XPX 33-012



Paramètres	Toutes cultures sauf cultures maraîchères	Cultures maraîchères	Méthodes d'analyse
Oeufs d'helminthes viables	Absence dans 1.5g	Absence dans 1.5g	XP X33-017
Salmonella	Absence dans 1g	Absence dans 25 g	NF V 08-052 NF EN ISO 6579

Paramètres	Valeurs limites
Films + PSE > 5 mm	< 0.3% MS
Autres plastiques > 5mm	< 0.8% MS
Verres + métaux > 2 mm	< 2.0% MS

Le marquage réglementaire :

Selon le cahier des charges de la norme NF U44-051, les éléments de marquage obligatoires sont :

1. les termes « AMENDEMENT ORGANIQUE » et « NF U44-051 » ;
2. la dénomination du type ;
3. la liste des matières premières représentant plus de 5% en masse du produit avant mélange et/ou avant transformation, préciser la ou les espèces animales concernées pour les dénominations 1, 2 et 3 ;
4. les teneurs en matière sèche, matière organique, azote total, azote organique non uréique et C/N total, les teneurs en K₂O et P₂O₅ si supérieures ou égales à 0,5% sur le produit brut ;
5. les teneurs en Cu et Zn, sur le brut, en cas de dépassement des seuils (dérogation possible pour ces deux éléments, s'ils sont supérieurs à leur valeur limite, avec mention spécifique à stipuler) ;
6. la dose d'emploi préconisée ;
7. nom ou raison sociale, et adresse du responsable de la mise sur le marché ;
8. la masse nette ;
9. le numéro du lot ;
10. les recommandations d'emploi « ne pas ingérer, se laver les mains et sécher les mains après usage ».

Les éléments de marquage facultatifs sont entre autre : le mode d'obtention ; les matières premières représentant moins de 5 % en masse sur le produit brut ; la composition granulométrique.

Une fiche de marquage est jointe en annexe 20.



A la mise sur le marché d'un nouveau produit, l'ensemble des types d'analyses décrits dans le tableau ci-dessous doivent être réalisées par le producteur. Ensuite, en fonction du tonnage produit ou importé, des analyses doivent être réalisées selon la fréquence indiquée dans le tableau suivant :

Types d'analyse	Fréquence d'analyse des produits organiques (fois par an)			
	0 à 350 t/an	350 à 3500 t/an	3500 à 7000 t/an	Plus de 7000 t/an
Agronomie	2/an	3/an	4/an	4/an
Fractionnement biochimique	-	-	1/an	1/an
Minéralisation potentielle	-	-	1/an	1/an
E.T.M.	1/an	2/an	3/an	4/an
C.T.O.	1/an	1/an	1/an	2/an
Critères microbiologiques	1/an	2/an	3/an	4/an
Inertes et impuretés ⁴	1/an	2/an	2/an	3/an

L'exploitation produira 5020 tonnes dont 3498 tonnes seront normalisées, elle devra réaliser jusqu'à 3 analyses par an, simples à complètes. Une analyse complète a été réalisée pour compléter ce dossier d'enregistrement, elle est jointe en annexe 16. Elle est conforme à la norme. Globalement, l'analyse complète nous conforte dans le choix de normaliser⁴.

Le document de marquage est un document d'accompagnement réglementaire dans le cas d'une livraison en vrac. Ce document est remis à l'agriculteur destinataire et le producteur doit vérifier que toutes les normes prévues dans la norme sont respectées.

Les doses d'emploi doivent être précisées dans le document de marquage remis à l'agriculteur. Ainsi, aucune limite réglementaire n'est fixée pour le phosphore et la potasse. Pour l'azote en zone vulnérable il est imposé de ne pas dépasser 70 kg d'azote efficace/ha si apport sur une CIPAN. Pour apprécier la disponibilité en azote d'un produit, une cinétique de minéralisation N et C en laboratoire est obligatoire pour les produits NF U44-051. En général, pour les fumiers, on estime que 20 à 30% de l'azote est disponible dans l'année.

Il est important également de rappeler que l'échantillonnage du produit à analyser est primordial pour connaître au mieux le fumier produit

L'exploitation normalise ses effluents d'élevage afin de pouvoir les exporter. Ses effluents, au travers des dernières analyses, respectent les normes de normalisation NF U44-051.

Devenir des volumes de fumiers non normalisables :

Pour prévenir d'un éventuel problème de norme pour l'exportation des amendements organiques, M VIVIER fait le choix d'avoir un plan d'épandage de secours.

⁴ A noter, les analyses sur les inertes et impuretés et sur les CTO ne sont pas obligatoires pour la dénomination de type 1 (fumiers) mais la conformité reste requise.



3.15 EMISSIONS DANS L'AIR (ARTICLE 31)

Une exploitation d'élevage génère dans son fonctionnement des gaz, des poussières et des odeurs.



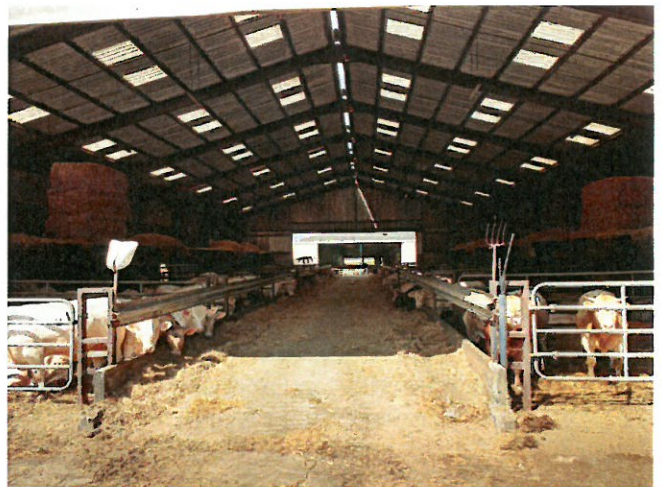
Les bâtiments de l'EARL des BOVINS sont correctement ventilés. Les bâtiments sont essentiellement équipés de bardage bois ajouré ou dit à claire-voie. Photo ci-contre.

On distingue quelques tôles à ventelles en pignon.

Dans le projet, l'unité B4 sera équipée en long pan sur son exposition nord de filets modulables. Ce qui permettra lors de hausse de température de laisser une entrée libre afin d'assurer un renouvellement de l'air massif.

Comme le montre la photo ci-contre, le faitage est ouvert, il sert essentiellement à l'évacuation de l'air vicié par effet cheminé.

Les longs pans ajourés servent davantage aux entrées d'air sur les côtés exposés aux vents dominants, et ils servent également à l'évacuation de l'air vicié par effet vent.



La **ventilation naturelle** dans le bâtiment s'appuie sur les phénomènes thermodynamiques principalement, voici quelques rappels de fonctionnement:

- **Effet cheminée** : la chaleur dégagée par les animaux réchauffe l'air ambiant. Celui-ci étant plus léger, il s'élève ainsi en hauteur en direction de la faîtière du toit d'où il s'échappe s'il existe un passage. C'est notre cas.
- **Effet vent** : Lorsque le vent souffle perpendiculairement à l'axe du bâtiment, le long pan soumis à la poussée du vent se retrouve en légère surpression par rapport à la pression atmosphérique. Le long pan opposé étant en dépression, du fait du vide d'air, il s'établit un circuit d'air traversant de part en part le bâtiment.



Des aménagements complémentaires ont été mis en place pour renouveler l'air plus rapidement lors de périodes chaudes, comme le montre la photo ci-contre, des parties de bardages en bois sont escamotables. Cette solution est transitoire en attendant la construction du bâtiment B4 qui sera équipé de filets modulables.



Le curage des aires paillées génère des nuisances odorantes, mais ce curage est nécessaire pour garantir une bonne hygiène pour les animaux et directement pour le voisinage. Ce curage a lieu une fois tous les deux mois et dure en moyenne une demi-journée avant-projet. On peut considérer que ce temps d'intervention sera multiplié par 2 après projet. M VIVIER s'engage à ne pas curer les aires paillées durant le weekend et les jours fériés et ce afin de ne pas gêner le voisinage.

Le paillage des animaux est quotidien. C'est une activité qui va générer des poussières dans les bâtiments. Le paillage dure en moyenne une heure par jour et est effectué à la pailleuse (elle projette la paille dans les aires de vies des animaux). Ce temps sera également multiplié par 2 après projet. Les émissions de poussières se font à l'intérieur des bâtiments. Elles pourront se dissiper aux abords proches des bâtiments quand les filets seront ouverts.

3.16 MESURES PRISES POUR LIMITER LE BRUIT (ARTICLE 32)

L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE s'appliquant à toutes exploitations ICPE hormis les exploitations d'élevage. Les dispositions de **l'Arrêté du 20 août 1985** (JO du 10 nov. 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les ICPE sont applicables aux ICPE élevage. Pour les élevages soumis à enregistrement, il est complété, en matière d'urgence, par les dispositions de l'article 32 de **l'arrêté du 27 décembre 2013**.

Les 2 textes de références par rapports aux bruits pour une ICPE élevage sont donc :

- L'arrêté du 20 août 1985,
- L'arrêté du 27 décembre 2013.

1. Etat acoustique initial :

Dans un premier temps, on recense l'ensemble des activités génératrices de bruit, les plus courantes :

- ↳ **L'alimentation des bovins** : elle s'effectue avec un godet dessileur porté par un tracteur. M VIVIER doit dans un premier temps mélanger les aliments sur une plateforme. C'est la préparation et le mélange qui sont le plus générateur de bruit. Ensuite M VIVIER distribue l'aliment aux animaux à l'aide du godet, 1 godet pour 7 parcs. Pour le moment il est nécessaire de préparer 4 à 5 godets par jour pour l'ensemble des animaux. L'aliment est distribué une fois par jour, le matin, et les aliments sont repoussés le soir et distribue le reste des aliments. Le temps pour l'alimentation, c'est-à-dire la préparation, le mélange et la distribution, est estimé à 2 heures par jour (source GTEV 2013, Daniel Platel). Ce temps sera multiplié par 2 dans le projet.
- ↳ **Le paillage** : est effectué à l'aide du tracteur équipé d'une pailleuse avec soufflerie, la paille est projetée sur les aires de vie, cette technique évite de rentrer dans les parcs et de déplacer les animaux qui sont en permanence dans leur logement. Le paillage est effectué une fois par jour. Cela représente en moyenne 1 heure de paillage par jour pour les 400 taurillons présent sur l'exploitation. Ce temps sera multiplié par 2 après projet.
- ↳ **Le cri des animaux** : Occasionnellement lors de la manipulation des animaux (curage, soins, pesée) ou les changements de parcs. Par exemple, les animaux sont pesés un fois tous les 15 jours à raison d'une vingtaine de têtes. Il faut en moyenne ¼ d'heure par 20 animaux, donc tous les 15 jours la pesée représente ¼ d'heure.
- ↳ **Le remplissage des silos** : est effectué une fois par an pour l'ensilage de maïs à raison d'une journée de travail, 10 à 12 heures. Cette activité sera maintenue après projet. Pour les pulpes surpressées il faut compter aussi 5 jours de travail entre septembre et décembre lors des livraisons. Le temps d'intervention sera multiplié par 2, à savoir 10 jours après projet.
- ↳ **La récolte de la paille** : ne concerne que le transport et l'arrivée de la paille sur le site. Cette activité s'étale sur plusieurs jours en période estivale, toujours dans le créneau horaire des activités diurnes.
- ↳ **Le curage des aires de vie** : a lieu 1 fois tous les 2 mois à raison d'1/2 journée, doublée à terme. Cette activité est réalisée en journée pendant les heures de travail, en dehors des weekends et jours fériés.

Certains bâtiments se situent en deçà des distances réglementaires. L'ensemble de ces bâtiments bénéficie d'une antériorité. Les bâtiments concernés sont : le bâtiment de quarantaine et B1 ainsi que les silos déjà existants.



3.17 DECHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX (ARTICLES 33 A 35)

Un certain nombre de déchets est produits sur une exploitation, en particulier (la classification des déchets codifiée par l'article R541-7 du code de l'environnement) :

- des huiles usagées (rubrique 13 01 et 13-02) déchets dangereux stockés en fûts entreposés à l'abri et récupérés par le distributeur. L'EARL réalise quelques vidanges du matériel sur le site, un container il n'y a pas lieu de prévoir du stockage sur le site.
- déchets d'activité de soins vétérinaires (rubrique 18-02) / déchets dangereux pour partie : l'EARL des BOVINS participera au système de collecte mis en place sur le département en partenariat avec le Groupement de Défense Sanitaire et le Groupement Technique Vétérinaire, avec récupération de containers spécifiques pour les déchets dangereux assimilés aux DASRI auprès du vétérinaire, qui organise aussi la récupération des containers pleins, la remise d'un bon de prise en charge et le transfert jusqu'à l'incinérateur agréé. Le bon de prise en charge des déchets de soins produits en élevage est joint en annexe 17.
- en élevage de bovins le nombre de cadavres à gérer n'est pas très conséquent. Les animaux morts sont stockés avant leur enlèvement. L'équarrissage est appelé le jour même et la collecte a lieu dans les 48 heures. Dans l'attente de l'enlèvement par l'équarrissage des cadavres, ces derniers seront stockés sur une zone spécifique dont la dalle est étanche, loin des habitations mais accessible au camion de l'équarrissage pour faciliter son enlèvement. Cette dalle sera située à proximité entre B1 et B2, cf. plan au 1/1000ème après projet. Au niveau de l'élevage des bovins, le service d'équarrissage est assuré par la Société ATEMAX. Un bon d'équarrissage est joint en annexe 18.
- pneumatiques (rubrique 16 01 03 - pneus hors d'usage) / déchets non dangereux : ils sont échangés lors du remplacement.
- emballages vides des produits phytosanitaires (EVPP) (rubrique 15 01 10*) / déchets dangereux : ils sont collectés lors de campagnes de ramassage organisées avec Chimirec valrecoise et Adivalor ; dans l'attente, ils sont entreposés à l'abri de la chaleur et de l'humidité, dans un endroit clos. Une attestation de remise de déchets est jointe en annexe 19.
- plastiques agricoles usagés (rubrique 15 01 02) / déchets non dangereux : ils peuvent être triés en trois catégories, à stocker à l'abri des intempéries :
 - o Ficelles et filets en plastique uniquement
 - o Big bags : à vider complètement et à plier ou rouler pour stockage dans un big bag
 - o Bâches d'ensilage, films plastiques entourant les palettes, à débarrasser au maximum des indésirables.Tous ces plastiques font l'objet d'une collecte annuelle organisée par la Chambre d'Agriculture et ses partenaires (distributeurs et communauté de communes, pour laquelle les dates et modalités sont relayées auprès des professionnels, presse agricole,...)
- Produits Phytosanitaires Non Utilisables (rubriques 16 05 07* et 16 05 08*) /déchets dangereux : stockés dans le local phyto, à part, et portant la mention « PPNU – à détruire ». Les produits marqués du logo ADIVALOR font l'objet d'une reprise gratuite par les distributeurs. La collecte annuelle est organisée par la Chambre d'Agriculture et ses partenaires (ADIVALOR et les distributeurs), les dates et les modalités sont relayés auprès des professionnels (presse agricole, ...)

En tout état de cause, aucun déchet ne sera abandonné, enfoui ou brûlé. Ainsi, ces déchets ne constituent pas des agents dangereux pour les populations.



Le tableau ci-dessous, récapitule les types de déchets produits sur l'exploitation, la quantité maximale stockée et produite par an, la filière d'élimination et la fréquence d'enlèvement.

Déchets	Mode de stockage	Mode d'évacuation	Fréquence d'évacuation	Quantités par an
Huiles de vidange	Container de stockage de 1000 L	Organisme de recyclage	Tous les 600 L Soit une fois tous les 3 ans	200 L / an
DASRI	Boîtes de recyclage	Cabinet vétérinaire	1 fois / an	50 L/ an
Cadavres	Plateforme sur cailloux	ATEMAX	Maximum 48 h après la mort de l'animal	4 animaux par an toute tailles confondues, 8 à terme
Pneumatiques	Pas de stockage de pneumatique	Concessionnaire reprend les pneumatiques changés	Après changement	2 pneus/an
EVPP	Stockage bidons usagés rincés dans sacs plastiques spécialement pour ces déchets. Sac stocké en Dessous de la cuve à fuel	Chimirec valrecoise ADIVALOR	2 fois/ans	5 sacs 250 L/an
Plastiques, bâches, ficelles, film enrubbage	Stockage ficelle et autres déchets plastiques dans sac plastiques	ADIVALOR	2 fois/an	10 sac ficelles 250L et 10 ballot bâches
Emballages vides de produits raticides et désinsectisation	Stockage dans même sacs que produits phytosanitaires	ADIVALOR	2 fois/an	Même sac que produits PP
Effluents solides	Stockage aux champs	Tracteur et benne	Au minimum tous les deux mois	2500 t produites, 5000 tonnes à terme
Effluents liquides	Pas d'effluents liquides sur l'exploitation			

EVPP : Emballage Vide de Produits Phytosanitaires

PP : Produits Phytosanitaires



3.18 AUTOSURVEILLANCE (ARTICLE 36 A 39)

L'EARL VIVIER doit tenir à jour un cahier d'épandage pour l'ensemble de la fertilisation azotée appliquée sur les terres du plan d'épandage de secours mais également sur l'ensemble de ses surfaces.

Compte tenu des mises à disposition, le cahier d'épandage doit être complété par la mise en place de bordereaux de sortie des effluents, cosignés de l'éleveur et du prêteur de terres, si les fumiers ne sont pas normalisés. Compte tenu de la normalisation, les fumiers sortis de l'exploitation seront accompagnés de leur fiche de marquage.

L'enregistrement des épandages azotés organique et minéral doivent être tenu à jour par l'exploitant.

Celui-ci doit comporter par parcelle :

- les références de la parcelle,
- la culture pratiquée,
- le rendement des cultures,
- le produit épandu,
- la surface épandue,
- la date d'épandage,
- les quantités épandues,
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.

Ce registre est tenu à disposition des administrations et il est conservé sur l'exploitation pendant une durée de 5 ans.



